

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 473 - 1 €

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
1 €, 3 FS, £ 1  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
8 €, 15 FS, £ 5

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -  
**No 473**  
Sept. - Octobre 2004  
41<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

- Le cirque olympique, machine à intoxiquer les prolétaires
- Venezuela. L'abstentionisme révolutionnaire n'est pas l'abstention de la politique, bien au contraire!
- Prolétaires immigrés en lutte en Namibie
- L'impérialisme français a commémoré le débarquement en Provence
- Vie du parti
- Darfour: massacres sur fond de rivalités impérialistes
- Kadhafi nouveau maton de l'Europe

## Massacre à Beslan C'est le terrorisme impérialiste qui engendre le terrorisme nationaliste

Cet énième massacre de civils sans armes, de prolétaires et de fils de prolétaires est le signe de ces temps de crises politiques et sociales, de crises économiques et militaires dans lesquels s'aggravent toujours plus et de façon toujours plus violente les contrastes nationaux et impérialistes. La violence économique capitaliste se mêle progressivement à un militarisme toujours plus accentué et à des réactions bourgeoises de type terroriste qui ne dédaignent pas de frapper leurs adversaires jusque dans leurs capitales comme lors des attentats du World Trade Center, des gares de Madrid ou du Théâtre de Moscou.

Premier septembre 2004. Ossétie du Nord, région autonome du Caucase russe. Plus de 40 guérilleros tchéchènes liés au fondamentalisme islamique s'emparent par les armes d'une école dans la ville de Beslan et prennent en otage plus de mille personnes parmi lesquels de très nombreux enfants. Leurs revendications: retrait des troupes russes de Tchétchénie et libération de prisonniers politiques. La menace est de tuer les otages si les revendications ne sont pas satisfaites.

Moscou déclare vouloir avant tout sauver les otages et affirme exclure l'usage de la force. Mais il n'entend pas se retirer de Tchétchénie, pays stratégique pour la Russie étant donné qu'il est le lieu de passage de l'un des plus importants oléoducs qui relie la Caspienne et la Mer Noire. Il envoie sur place ses tristement célèbres Spetsnaz, les commandos des services secrets russes; les mêmes qui lors de l'occupation par des Tchétchènes du théâtre moscovite Dubrovka en octobre 2002 n'hésitèrent pas à envoyer des gaz mortels avant de lancer l'assaut, faisant 129 morts parmi les spectateurs pris en otage.

3 septembre 2004. Après que quelques otages qui tentaient de fuir aient été tués par les guerilleros, l'intervention des Spetsnaz

( Suite en page 2 )

## Offensive patronale et «attentisme syndical» Pour se défendre, les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces !

Alors que le gouvernement français se félicite de la croissance économique, les statistiques officielles indiquent une situation moins rose. L'année 2003 a été celle de la plus faible croissance du Produit Intérieur Brut depuis 10 ans, l'activité économique ayant ralenti pour la troisième année consécutive. La production industrielle a stagné. Pour la première fois depuis 1993 les exportations françaises sont en recul (-2,5% en volume) recul plus marqué pour les produits industriels; seuls les secteurs des produits agricoles et alimentaires, de l'automobile et de l'énergie ont encore connu une croissance de leurs exportations. Les importations ont baissé elles aussi quoique plus faiblement, ce qui a entraîné une dégradation de la balance des paiements. Les investissements français à l'étranger ont baissé de 3% tandis que les investissements étrangers en France se sont effondrés: -20%

Sur le plan intérieur, le principal moteur de l'activité a été constitué par les dépenses des administrations publiques, ressource qui

a atteint sans doute ses limites étant donné l'augmentation préoccupante du déficit public: il dépasse maintenant les 4% alors que selon le «pacte de stabilité» souscrit par tous les pays de l'Union européenne, il devrait être inférieur à 3% (c'est ce qui explique pourquoi les pays en proie à des difficultés économiques comme l'Allemagne, la France ou l'Italie ont imposé de s'en affranchir temporairement). L'investissement des entreprises est en recul pour la deuxième année consécutive et leurs profits sont en baisse (-2% pour les «sociétés non financières»).

Le pouvoir d'achat des ménages, considéré évidemment dans les statistiques bourgeoises indépendamment de leur appartenance de classe, a continué à progresser, mais plus faiblement que les années précédentes, notamment en raison de la baisse de la proportion de chômeurs indemnisés: c'est là est un indice d'une **dégradation** de la situation des prolétaires.

Le nombre officiel de chômeurs a augmenté de plus de 200.000 en 2003 pour

atteindre les 10% à la fin 2003 (11,5% pour les femmes, davantage victimes du chômage que les hommes). Selon la convention UNEDIC qui a été finalement annulée - mais ne nous y trompons pas, ce n'est que partie remise - le nombre de chômeurs indemnisés aurait dû passer de 53 à 45%. Rappelons que les méthodes statistiques officielles sous-estiment toujours les chiffres réels du chômage et de la précarité; ils peuvent plus difficilement cacher l'évolution de ce nombre. D'après les chiffres de l'INSEE, le secteur public a perdu en 2003 100.000 emplois; dans le privé on assiste à un recul continu des CDI et une augmentation des CDD et de l'intérim.

Pour la première fois depuis 10 ans le nombre de travailleurs salariés a diminué, notamment dans l'industrie (-2,8%): «cette destruction de postes de travail est la conséquence directe, en termes d'emploi, des difficultés qu'a traversées l'industrie française

( Suite en page 2 )

## Sur le fil du temps Marxisme et lutte de partisans (A propos de la Résistance)

*Cet article, dans la série des «Fils du Temps» consacrés par Amadeo Bordiga à retisser le fil détruit de la continuité des positions marxistes, a été publié pour la première fois sur le n° 14 (6 avril 1949) de «Battaglia Comunista», l'organe alors du parti en langue italienne. A l'époque l'idéologie et la mythologie de la lutte des partisans et de la Résistance étaient à leur zénith. En Italie comme en France étaient à l'oeuvre des gouvernements «issus de la Résistance» qui, au nom de cette idéologie appelaient les prolétaires à «retrousser leurs man-*

## HIER

Au temps de la révolution bourgeoise, les forces d'avant-garde de la classe qui arrivait au pouvoir eurent leur internationalisme. Dans la période d'incendie révolutionnaire de 1848, en particulier, où d'ailleurs la classe ouvrière moderne était déjà bien présente, les insurrections se répercutèrent irrésistiblement de l'une à l'autre des capitales européennes. Les démocrates bourgeois révolutionnaires des différentes nationalités entretenaient des contacts fréquents, se prêtaient un appui militaire efficace, et les systématisations théoriques d'un mouvement européen et mondial de la démocratie bourgeoise ne manquèrent pas. Il suffit de rappeler la «Jeune Europe» de Mazzini, parallèle à la «Jeune Italie», et au large emploi d'une mystique patriotique et nationale.

Un moyen de lutte caractéristique de cette période de conquête du monde par la bourgeoisie fut la conspiration de sociétés secrètes et la participation, au moyen d'expéditions armées de légions de volontaires organisées à l'extérieur et à l'intérieur des frontières nationales, aux luttes qui éclataient dans les divers pays, le plus souvent

sous forme de guerres d'indépendance.

Or, fait fondamental, les premiers groupes d'ouvriers et de socialistes qui, il y a un siècle, s'approchaient de la conception marxiste de classe, ont opposé une critique décidée et un type d'organisation et de lutte très différents à cette façon de conduire la lutte révolutionnaire propre à l'époque bourgeoise. Il suffit de relire la note d'Engels sur l'histoire de la Ligue des Communistes. Les communistes de 1848, en pleine période révolutionnaire, étaient bien convaincus que la défaite de la réaction féodale dans les différents pays était de la plus grande importance pour le prolétariat, et d'autre part ils ne désespéraient pas de greffer sur les révolutions de Paris, de Berlin et des autres capitales l'assaut de la classe ouvrière contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir. Pourtant, jusque dans leurs circulaires de parti, ils dénonçaient nettement la méthode «légionnaire» et «partisane» des extrémistes démocrates. «A Paris sévissait alors [mars 1848] la manie des légions révolutionnaires. Italiens, Espagnols, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands se groupaient en bandes pour délivrer leurs patries respectives [...]. Comme tous les ouvriers étrangers se trouvaient au lendemain de la révolution

ches» pour se lancer dans la «bataille de la production», bref, après avoir versé leur sang dans la guerre impérialiste, à verser leur sueur pour la reconstruction des économies capitalistes: placée intégralement sous le signe du patriotisme, de l'union nationale, c'est-à-dire de la soumission des intérêts prolétaires aux intérêts bourgeois, la Résistance ne pouvait donner d'autres résultats que l'embrigadement renouvelé et renforcé de la classe ouvrière en dépit des illusions sur la «Libération» et de la «restauration de la démocratie»

non seulement sans travail, mais encore en butte aux tracasseries du public, ces légions avaient beaucoup de succès [...]. Nous prîmes parti de la façon la plus nette contre cet enfantillage révolutionnaire [...]. Nous fondâmes un club communiste allemand, où nous donnions aux ouvriers le conseil de rester à l'écart de la légion, de rentrer isolément dans leur pays et d'y faire de la propagande en faveur du mouvement»

(Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*, Ed. Costes, p. 88).

A la vague de crises et de luttes de 1848 succéda une période de consolidation de l'économie bourgeoise et de pause dans la lutte politique. La réaction féodale se berçait de l'illusion d'avoir vaincu politiquement, mais dans une analyse de 1850, Marx notait que «les bases de la société sont pour le moment d'autant plus solidement établies et bourgeoises que la réaction ignore cette vérité. Devant ce fait s'effondrent toutes les tentatives de la réaction qui s'opposent à l'évolution de la bourgeoisie, comme toutes les indignations morales et les proclamations ailées de la démocratie». Et Engels

( Suite en page 6 )

## Massacre à Beslan: C'est le terrorisme impérialiste qui engendre le terrorisme nationaliste

( Suite de la page 1 )

se déchaîne; dans une véritable bataille incluant l'usage de chars pendant plus d'une heure l'horrible carnage s'accomplit: plus de 300 morts, presque 800 blessés...

### LE TERRORISME IMPÉRIALISTE

De Moscou, de Washington, de Tel-Aviv, de Paris et de toutes les capitales du monde dit «civilisé» se lève un seul cri: non au terrorisme, défendons la démocratie, la paix, la vie contre la barbarie du terrorisme international, les dirigeants russes ayant pris soin en outre de prétendre à la présence d'Arabes parmi les preneurs d'otages et de liens de ces derniers avec El Quaida (si Al Quaida n'existait pas il faudrait l'inventer! D'ailleurs, c'est ce qui a été fait).

Mais ce qu'oublie de dire tous ces démocrates impérialistes, c'est que le terrorisme a été et est toujours utilisé par les classes dominantes et par les Etats bourgeois y compris les plus «démocratiques» pour plier à leur volonté des populations ou pour s'emparer des richesses qu'ils convoitent. Le nombre des victimes civiles de la guerre menée par la Russie en Tchétchénie est estimé à 70.000; la torture y est couramment employée et les viols sont légions. Les atrocités de cette guerre s'ajoutent à une longue histoire de persécutions depuis l'époque de la colonisation sous le tsarisme jusqu'à la déportation de ces populations sous Staline.

Comment s'étonner que les nationalistes tchétchéniens retournent ces méthodes barbares contre leur oppresseur et voient dans chaque russe, même enfant, un ennemi à abattre? Quelle légitimité ont les bourgeois occidentaux à s'indigner du massacre de Beslan, eux qui n'ont rien dit des massacres commis auparavant par les troupes russes contre les civils, et qui ont eux mêmes recourus à la violence terroriste contre leurs adversaires et contre le prolétariat? Comment en particulier les dirigeants d'un Etat comme l'Etat français qui a la responsabilité d'innombrables victimes (du génocide au Rwanda aux massacres de la guerre d'Algérie et des autres guerres coloniales, pour rester aux dernières décennies) et qui n'a jamais hésité à réprimer dans le sang ses propres ouvriers pour maintenir la domination de la bourgeoisie, a-t-il le front d'entonner le même couplet?

En agitant la menace de la barbarie terroriste, les dirigeants des grands Etats bourgeois non seulement cachent leurs propres crimes impérialistes, mais veulent présenter à la classe ouvrière et aux exploités leur condition présente d'esclaves salariés comme un privilège à défendre face au danger et au chaos extérieurs. Ce n'est pas par hasard que les campagnes anti-terroristes conduisent à désigner chaque fois comme terroristes potentiels les fractions les plus exploitées, les plus discriminées des classes dites autrefois «dangereuses», du prolétariat: les arabes en France, les «noirs» en Russie (appellation des caucasiens), les immigrés illégaux aux Etats-Unis, etc.

### LA DÉMOCRATIE, MASQUE DU TERRORISME BOURGEOIS

La campagne de propagande en défense de la «démocratie» - cette moderne religion du capital - et contre le «terrorisme» a pour but d'enrôler le prolétariat derrière la défense des intérêts nationaux spécifiques de leur bourgeoisie. C'est au nom de la démocratie que le gouvernement américain a fait accepter sa guerre actuelle contre l'Irak, comme celle hier au Vietnam; c'est au nom de la démocratie qu'a été menée la deuxième guerre impérialiste mondiale contre l'Allemagne et ses alliés. La démocratie est la forme supérieure de la collaboration des classes, autrement dit de la subordination

des intérêts ouvriers à ceux bourgeois; elle donne aux capitalistes la plus grande facilité de faire admettre par les prolétaires qu'ils se doivent défendre les intérêts bourgeois (de l'entreprise, de la nation ou de l'Etat) en acceptant de se sacrifier pour eux: elle permet donc à la voracité, au pillage et au terrorisme capitalistes d'atteindre des sommets avec un minimum d'obstacles.

De l'autre côté, les campagnes islamiques contre la dégénérescence de la consommation et du mode de vie en Occident ont la même fonction envers les classes laborieuses dans les pays où la religion islamique joue le rôle de ciment interclassiste autour des intérêts des fractions bourgeoises locales contre leurs concurrents en particulier occidentaux.

Face aux campagnes de haine nationaliste qu'alimentent les bourgeois pour utiliser les prolétaires comme masse de manoeuvre

ou chair à canon en défense de leurs sordides intérêts capitalistes, il n'y a qu'une réponse pour les ouvriers de tous les pays: opposer l'action de classe en reconnaissant dans les prolétaires des autres pays leurs frères de classe avec qui combattre la classe dominante et avant tout «leur» propre classe dominante.

### POUR L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Il faut en effet être clair: les appels à l'union internationaliste par delà les frontières ne peuvent que rester incompris et passer même pour de l'hypocrisie, s'ils ne s'accompagnent pas d'une dénonciation de l'oppression et des méfaits de sa bourgeoisie, et d'une solidarité sans faille avec les luttes des prolétaires du pays dominé contre cette oppression. C'est la condition pour que ces derniers puissent rompre à leur tour avec leur propre bourgeoisie et le nationalisme qui présente toute la population du pays dominant comme responsable ou complice de cette domination. Tant que les prolétaires de Russie n'entreront pas en lutte contre les crimes commis par les troupes russes en

Tchéchénie et pour le retrait de celles-ci de ce pays, il sera facile aux nationalistes tchéchéniens de présenter les attentats contre les simples civils comme un moyen légitime de lutte.

La rupture de la solidarité interclassiste nationale et l'entrée en lutte ouverte contre la classe dominante, son système de production et son Etat, est une nécessité si les travailleurs veulent cesser d'être éternellement victimes des affrontements bourgeois. Il n'a jamais été facile pour les prolétaires de surmonter les effets délétères de l'idéologie bourgeoise, que ce soit dans la version laïque de la démocratie ou dans la version religieuse de la théocratie, et les effets encore plus dévastateurs d'une longue pratique de collaboration entre les classes. Mais rejeter l'union sacrée avec la bourgeoisie est la seule solution qui permette au prolétariat de cesser d'être seulement de la chair à canons ou à bombes en lui faisant regagner son indépendance de classe, sa capacité de lutter contre les lois du profit, de la concurrence, du capitalisme, pour une société qui ignore l'exploitation et l'oppression, les frontières et les nations!

## Offensive patronale et «attentisme syndical» Pour se défendre, les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces !

( Suite de la page 1 )

en 2002 et 2003, difficultés mises en évidence par le recul des investissements» (1).

La situation brossée par ce tableau n'est évidemment pas propre à la France, même si le capitalisme français a, semble-t-il, moins bien résisté que d'autres nations européennes. Les pays de la zone euro ont dans leur ensemble souffert de la baisse du dollar initiée par l'oncle Sam pour donner une bouffée d'oxygène à son économie en rendant ses marchandises plus compétitives que celles de ses concurrents. Le champion auto-proclamé du libre-échange a en outre multiplié les entorses aux règles de l'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce dont il avait été le promoteur) ce qui devrait lui valoir en bonne logique des sanctions, si du moins les autres pays ont le courage de les lui imposer. Dans l'industrie aéronautique, l'Etat américain se mobilise pour soutenir la firme géante Boeing en difficulté face au conglomérat européen Airbus: des conflits d'intérêts de ce type, qui constituent la toile de fond des relations internationales, sont révélateurs de l'aggravation croissante de la concurrence sur le marché mondial, alors même que la croissance américaine, la première économie mondiale, entre dans une phase incertaine.

### LES ATTAQUES ANTIPROLÉTARIENNES SE MULTIPLIENT

La morosité économique suscite irrésistiblement chez les capitalistes le besoin de nouvelles attaques contre les prolétaires. C'est ce que signifie, au delà de l'emphase médiatique, les critiques du MEDEF contre l'incapacité du gouvernement à faire rapidement les «réformes» qu'il juge nécessaires.

Après l'attaque sur les retraites l'an dernier, celle sur la «sécu» au cours du 1er semestre de cette année sans oublier toutes les aggravations localisées, usines par usines: licenciements, baisse ou blocage des salaires, dégradation des contrats de travail, cadeaux faits au patronat par l'Etat, etc., après les menaces d'instauration d'un service minimum pour réduire l'efficacité des grèves, une nouvelle gifle antiprolétarienne est en cours de préparation: **l'allongement de la durée du temps de travail sans compensation salariale.**

En France, la loi sur les 35 heures instituée par le gouvernement de la gauche plurielle a permis de faire disparaître certaines «rigidités» du code du Travail (entendons:

certaines protections qui avaient été accordées dans une période d'expansion économique continue pour garantir au mieux la paix sociale) et d'augmenter la «productivité» (comprendons: l'exploitation capitaliste de la force de travail).

De plus en plus de capitalistes trouvent maintenant que cela a été trop cher payé et ils demandent la «remise à plat» de la réforme. Un premier exemple a eu lieu à Vénissieux cet été, avec l'appui (ouvert ou masqué) des syndicats. Sous le chantage à la délocalisation en République tchèque, l'entreprise Bosch a obtenu de ses salariés qu'ils accordent une heure de travail non payé par semaine à leur patron, qu'ils acceptent un gel des salaires pendant 3 ans et la réduction de certains avantages. Seraient ainsi «sauvegardés» 190 des 300 emplois menacés d'ici 2008. Puis d'autres entreprises ont suivi le mouvement et, au niveau politique, l'étoile montante de l'UMP, Sarkozy, a repris le même thème. Pour l'instant, le gouvernement préfère attendre en se donnant jusqu'à la fin de l'année pour avancer dans un premier temps sur la libéralisation du quota d'heures supplémentaires et la diminution de leur paiement; en attendant il joue la «carte sociale» de Borloo qui a le soutien tacite des syndicats, en se contentant de distribuer des cadeaux fiscaux aux bourgeois. Mais il n'y a aucun doute qu'il s'agit là d'une tendance de fond et internationale qu'un magazine américain définissait ainsi: «travailler plus pour gagner moins»!

C'est ainsi que dans une Allemagne en plein marasme, la bourgeoisie fait planer la mesure des 50 heures par semaine et en raison de la voracité sans limite du prédateur capitaliste, la diminution des congés payés est programmée, voire réalisée dans certains bagnes capitalistes (5 semaines au lieu de 6), le tout avec la bénédiction du gouvernement social-démocrate (et son ministre Wolfgang Clément) et l'aide des bonzeries syndicales. Déjà la semaine de 35 heures a été abolie, le salarié allemand dépassait les 37 heures par semaine; et cela ne constitue que les prémices d'une nouvelle dégradation comme en témoignent les exemples suivants. Chez Siemens, sous la menace d'une délocalisation et la promesse (intenable et hypocrite) de maintenir 2.000 emplois, la durée hebdomadaire du travail est passée de 35 heures à 40 sans compensation salariale. Dans le groupe chimique et pharmaceutique Bayer, afin de réduire un programme de suppression d'emplois de 1.000 postes (4.000 à 3.000), les

salariés ont été contraints à des sacrifices financiers équivalents à 10% de la partie variable de leur salaire annuel (primes diverses, etc...). Toujours sous la menace d'une délocalisation, Mercedes exige un renoncement aux avantages acquis dans les accords salariaux de l'ordre de 500 millions d'euro (la bonzerie syndicale est déjà prête à en sacrifier 180).

Comme nous le voyons en France, l'impérialisme allemand exporte ses méthodes de gestion de la crise du capitalisme mondial; contrairement à la circulation des travailleurs, dans ce cas les frontières sont ouvertes. Il devra en être de même pour la riposte prolétarienne qui ne peut être qu'internationale.

Bien évidemment, **les coups assésés au prolétariat sont multiples**, aucune de ses composantes n'est épargnée, chacune de ses fractions est culpabilisée et divisée au maximum. L'exemple français est significatif à ce sujet; ainsi les chômeurs, après l'instauration du scandaleux RMA (revenu minimum d'activité) vont se voir imposer de nouvelles obligations sous peine de sanctions (la victoire des dits «recalculés» n'aura été que de courte durée).

**La manipulation concernant le SMIC** est également parlante; son augmentation de 5,8% constitue, selon le gouvernement tricolore, un effort important en faveur des plus démunis; les médias, écrits comme parlés, se sont relayés pour faire avaler cette supercherie qui aura une efficacité nulle sur l'augmentation du pouvoir d'achat. En effet, ce taux comprend les 2,1% (indice INSEE) d'augmentation du coût de la vie et les 3,7% restant correspondent au rattrapage de la perte de salaire occasionnée par le passage du temps de travail de 39 à 35 heures (pour conserver le même salaire qu'à 39 heures, il aurait fallu augmenter le SMIC de 11,43%). Cette hausse a été étalée sur 3 ans à raison de 3,7% par an). L'écran de fumée bourgeois est d'autant plus pernicieux qu'il ne concerne qu'une minorité de salariés rémunérés au SMIC; ceux qui avaient bénéficié de la garantie du maintien de leur paie lors de la baisse du temps de travail auront une hausse limitée entre 2,1 et 3,7% en fonction de la date de leur passage aux 35 heures.

Cette tromperie a certes été dénoncée par les syndicats et les organisations politiques de gauche et d'«extrême gauche»; mais elles ont soigneusement pris soin de ne pas les combattre, ce qui n'est pas une surprise. Le quotidien patronal «Les Echos» se félicitait le 6/9 que la rentrée sociale soit «*apaisée*» dans les entreprises et «*dans un climat plus calme que prévu*» en raison de la «*torpeur*» et de l'«*attentisme*» des syndicats.

### LE BESOIN DE LA LUTTE ET DE L'ORGANISATION PROLÉTARIENNES

Le collaborationnisme politique et social et politique - ce que le marxisme appelait

# Le cirque olympique, machine à intoxiquer les prolétaires

Les Jeux Olympiques d'Athènes se sont achevés à la satisfaction assez générale des organisateurs, des grands médias, des sponsors publicitaires, des organisations capitalistes en tout genre qui tirent profit de ces grands barnums, comme des Etats qui y participent. Aucun attentat terroriste n'est venu troubler leur bel ordonnancement, aucun bâtiment ne s'est effondré sur les spectateurs, aucune grève ou incident quelconque n'a gêné la retransmission planétaire du spectacle. Sans doute les billets pour les épreuves se sont souvent mal vendus et l'afflux de touristes supplémentaires a été moindre qu'espéré, mais tout compte fait les Jeux ont joué leur rôle à la perfection, relayant les institutions bourgeoises de contrôle social de tous les pays.

10.500 sportifs de plus de 200 nations y étaient engagés dans des centaines de disciplines, encadrés par 5.500 officiels et 45.000 «volontaires» (c'est-à-dire bénévoles) contre plus de 20.000 représentants des médias dont les trois quart pour les chaînes de radio et de TV internationales pour en assurer la couverture: ce rapport indique déjà qu'il s'agissait avant tout d'un spectacle, dont l'enjeu financier est gigantesque pour les médias. Tout est étudié pour river l'attention du spectateur, jusqu'y compris les tenues sexy des sportives féminines (1)!

Les médias ont complaisamment annoncé que ces J.O. étaient placés sous le signe de la lutte contre la dopage; il y a eu 3.500 contrôles, soit près du tiers des sportifs contrôlés, et seule une petite minorité de brebis galeuses - 22 - ont été contrôlés positifs, notamment en haltérophilie (une habitude) et parmi des champions grecs. Démontrant qu'ils sont aussi incorruptibles que la Justice, les instances du CIO n'ont pas épargné le pays-hôte, dans leur noble effort d'assurer la pureté et la propreté du sport...

Ces tapageuses actions antidopage relèvent en fait de la mascarade la plus grossière (aussi illusoire que l'incorruptibilité du CIO!), non seulement parce que les chimis-

tes des laboratoires étatiques et privés sont toujours en avance dans la recherche de «potions magiques» indétectables, mais parce que c'est toute la préparation (d'ailleurs aussi bien physique que mentale et psychologique) des concurrents qui peut s'assimiler à un dopage scientifiquement élaboré et méthodiquement organisé: il suffit de comparer sur des images d'archive le gabarit des athlètes actuels à ceux d'il y a quelques décennies à peine, pour constater les progrès des techniques de «gonflette», licites ou non.

Et d'ailleurs combien de champions sportifs meurent dans les années qui suivent leur retraite d'une activité toujours plus épuisante en raison de la multiplication des compétitions et de leur intensification du fait du nombre de records toujours plus difficiles à battre et des enjeux politiques et économiques qui y sont liés? Il y a quelques mois des scientifiques britanniques ont publié une étude selon laquelle un athlète de haut niveau aurait à 40 ans le squelette d'un humain de 70 ans...

La devise des Jeux «*plus vite, plus haut, plus fort*» montre parfaitement que pour les sportifs et les Etats dont ils sont les représentants, l'essentiel n'est pas de participer mais qu'il faut vaincre; dès leur naissance, les Jeux Olympiques modernes étaient parfaitement intégrés au système capitaliste basé sur la **concurrence** (*competition* en anglais). Le sport n'est pas seulement un reflet de la société, il en est aussi un produit, un agent et un symbole. Gagner des médailles et des titres: pour les sportifs cela signifie obtenir de substantiels gains financiers; pour les Etats les gains sont politiques car un nombre important de médailles est une démonstration de puissance envers les pays concurrents, comme envers leur propre peuple. De plus la focalisation médiatique sur les champions sert à alimenter auprès des jeunes prolétaires le mirage que pour s'en sortir, pour échapper à la condition prolétarienne, le sport - et plus généralement l'effort **individuel** - serait une ou la solution: «*Just do it!*» dit le slogan publicitaire d'une marque sportive, qu'on pourrait traduire par: «*Tu peux y arriver!*». Il suffirait de le vouloir assez fort pour arriver à grimper dans l'échelle sociale, en triomphant de ses frères de classe mais concurrents dans la compétition générale qui est la règle de vie sous le capitalisme: pour les puissantes machines de propagande bourgeoises, l'**esprit de compétition** est la valeur suprême qu'il faut enfoncer dans le crâne des jeunes et moins jeunes prolétaires, et la **solidarité de classe**, le principe à faire oublier.

Selon les discours officiels, les manifestations internationales de ce type seraient destinées à promouvoir l'amitié et la fraternité entre les peuples et les races et l'égalité démocratique entre les Etats. La cérémonie pompeuse d'ouverture a ainsi un rôle bien établi; on y montre avec attendrissement des images de sportifs de pays dont on ne parle quasiment jamais, mais qui ont droit de fouler le même sol et de recevoir (en théorie) les mêmes applaudissements que ceux des grandes nations. On a eu droit par exemple à celles d'athlètes venant de l'Iraq occupé ou de la Palestine écrasée à laquelle le Comité International Olympique, cette ONU du sport totalement corrompue par les en-

jeux énormes auxquels elle est liée, a accordé un semblant d'existence étatique.

La réalité est toute différente et la compétition entre nations qui se livre sur le terrain sportif met en évidence les rapports de force entre elles, et non une inexistante égalité démocratique. C'est ainsi que le classement par médailles reflète assez fidèlement la hiérarchie politique et économique des Etats (ainsi que l'effort d'investissement dans le sport de compétition à des fins de prestige et de politique interne): les plus grandes puissances se partagent le podium avec l'ogre yankee aujourd'hui talonné par la Chine, tandis que la Russie affaiblie après la disparition de l'URSS rétrograde. On peut également parfois constater la puissance impérialiste dans le fait que les juges de certains pays votent systématiquement en faveur des sportifs de l'Etat qui domine le leur...

En définitive le cirque olympique est un événement de première grandeur dans les efforts permanents des appareils de propagande bourgeois pour tenir les prolétaires du monde entier sous leur contrôle idéologique.

Ces grandes manifestations procurent en effet un dérivatif pour faire oublier un moment aux masses leur situation, comme tout spectacle de divertissement: ce n'est pas par hasard que le divertissement, cet **opium moderne du peuple**, est devenue une gigantesque industrie sous le capitalisme, mais bien parce qu'il répond à son besoin permanent de contrôle social, c'est-à-dire d'abrutissement des exploités! Mais en outre les Jeux Olympiques sont utilisés pour alimenter l'union nationale interclassiste, sous la forme du chauvinisme le plus débridé. Dans tous les pays, les médias font quotidiennement le battage sur «nos» chances de médailles. Chaque jour est annoncé le score national de médailles et le rang du pays; chaque gain est salué avec autant d'emphase qu'une victoire sur le champ de bataille et à l'occasion de chaque victoire, le gagnant fait son tour de stade enveloppé dans les plis du drapeau national; il faut donner l'impression au prolétaire individuel que lui aussi est engagé dans cette compétition qui rassemble toutes les classes de la nation, qu'il a quelque chose à gagner sur l'ennemi, que l'**intérêt national** est aussi le sien. Il sera alors d'autant plus facile ensuite de le faire adhérer à la défense de l'intérêt de l'entreprise, de l'économie nationale ou de la patrie dans la bataille économique ou la guerre.

Ce n'est qu'exceptionnellement que les médias daignent s'attarder sur la performance de sportifs étrangers - et c'est alors pour présenter à l'admiration des foules l'exploit **individuel** exceptionnel que le champion du moment a réalisé - passant sous silence les travaux de tout le staff (du chimiste au gourou en passant par toute la ribambelle d'entraîneurs), sans oublier les aides multiformes des institutions étatiques et privées, pour **produire** cet athlète.

\* \* \*

Les terroristes: voilà le spectre qui a été agité dans les médias avant l'ouverture des Jeux, en ligne avec la campagne permanente de guerre contre le terrorisme qui dans tous les pays sert à renforcer préventivement la répression sociale et politique.

Des records ont donc été battus à Athènes au niveau de la «sécurité». Une grande armada avait été mise sur pied: 70.000 policiers, militaires, barbouzes de divers pays (dont ceux du Mossad) et membres de sécurité déployés sur terre dans la capitale et dans tout le pays, et dans l'air avec la présence continue d'un zeppelin au-dessus d'Athènes. Mais aussi sous mer avec des nageurs de combats et sur mer avec des patrouilles dans le port du Pirée et avec la présence au large de la VIe flotte de l'US Navy pour protéger notamment les navires présents dont le *Queen Mary II* qui hébergeait entre autres Chirac après une escapade sur le *Charles-*

*De-Gaulle*. Mais cela n'est pas nouveau; et ce qui ne l'est pas non plus, c'est la collaboration qui s'établit entre les divers corps et services des différents Etats qui ont l'occasion de faire un étalage de leur pratique stratégique et tactique en matière de surveillance et de répression et de faire la promotion de leurs matériels. «**Plus de répression, plus de surveillance, plus de militarisme**»: telle pourrait être l'une des devises des Jeux.

Mais c'est au sujet du chantier qu'un authentique record est tombé. En effet, alors qu'Athènes avait été désignée ville organisatrice dès 1997, ce n'est qu'en 2001 que les travaux ont commencé. Il y avait donc un retard important, que les médias de tous les pays n'oubliaient pas de rappeler. Ce retard a pu être rattrapé grâce à l'intensification des cadences de travail (24 heures sur 24, les dernières semaines) et à la mobilisation d'une forte main d'œuvre immigrée, souvent clandestine, parfois régularisée le temps du chantier pour être ensuite rejetée dans la clandestinité, voire expulsée du territoire grec. Ce sont donc les prolétaires surexploités pendant ces véritables travaux d'Hercule qui ont été les vrais recordmen des J.O. afin que le spectacle des dieux et demi-dieux des stades (selon les clichés du culte bourgeois de la personnalité) puisse se tenir sans accroc.

## LE SPORT C'EST LA GUERRE

Le sport de compétition n'a donc rien de l'activité pure et désintéressée que nous décrivent les médias, de même que les sportifs n'ont rien de l'amateur uniquement à la recherche de l'activité sportive en soi. Le sport, dans le capitalisme, c'est la guerre; c'est la continuité de la politique par d'autres moyens, c'est une arme puissante pour mobiliser les prolétaires sur le terrain du nationalisme (ou du localisme), pour les détourner donc du terrain de classe, une machine à intoxiquer les prolétaires qui doit être dénoncée et combattue pour cette raison.

Le sport tel qu'il est pratiqué, organisé et mis en scène aujourd'hui et les juteuses entreprises capitalistes de ce secteur disparaîtront demain avec le capitalisme, comme disparaîtront avec la division bourgeoise du travail, les individus dont l'activité particulière est le sport. Mais la disparition des sportifs s'accompagnera de l'accession de tous les êtres humains à une vie incomparablement plus saine et harmonieuse qu'aujourd'hui où les plaisirs de l'activité physique ne seront pas qu'une brève parenthèse pour le plus grand nombre mais seront de règle accessibles à tous.

(1) Une sportive qui n'a pas encore bien compris à quoi elle joue a vertement affirmé qu'elle porterait un short échantonné pour jouer au football comme le demandait le CIO, le jour où elle verrait les dirigeants olympiques aller en string dans les tribunes officielles ou les réceptions mondaines...

(2) Ces J.O. ont été les plus chers de l'histoire, au point que se pose maintenant la question du paiement des frais de leur organisation: de l'ordre de 10,7 milliards d'euro dont 1,2 pour le dispositif de sécurité (un record encore). Comme à l'accoutumée, les profits ont été pour les capitalistes et ce seront les prolétaires qui paieront les dettes. Déjà il a été décidé que «*le gouvernement ne procédera pas cette année à la traditionnelle augmentation du salaire minimum (qui est pourtant très bas, comparé aux autres pays de l'Union européenne)*» cf «*To Vima*», cité par «*Courrier International*» n°721...

(3) Notons que les prisonniers en Grèce qui avaient un droit de sortie ou dont la libération tombait durant les Jeux, ont été obligés de rester derrière les barreaux. Quelques manifestations ont eu lieu - dont une le 30 juillet devant une prison d'Athènes - pour protester et pour soutenir les travailleurs immigrés embastillés dont la plupart avait œuvré auparavant sur les chantiers des Jeux et dont le seul délit était d'être sans-papiers.

## Offensive patronale ...

traditionnellement l'**opportunisme** - qui s'exprime dans les partis et organisations qui prétendent représenter les travailleurs, n'est pas un facteur moral, mais une force politique et sociale solidement enracinée dans la société bourgeoise. Affirmant défendre les intérêts ouvriers, il a toujours subordonné dans les faits cette défense à la bonne marche de l'entreprise ou de l'économie dans son ensemble et aux exigences de l'Etat et des institutions bourgeoises. Il présente en permanence ses services à la bourgeoisie et au gouvernement du moment pour huiler les mécanismes sociaux et contrôler le prolétariat contre quelques miettes à redistribuer (du «grain à mouder» disait le vieux bonze social-démocrate Bergeron). Aux prolétaires il assure que la méthode du dialogue et de la négociation dont il est le «spécialiste» attiré permet toujours d'obtenir quelque chose, alors que la méthode de la grève et de la lutte est dangereuse, risquée et en fin de compte inefficace.

Mais les faits eux-même démontrent avec toujours plus d'évidence qu'il n'en est rien: seule la lutte paie! Les interminables négociations et discussions en tout genre avec les patrons ou les représentants de l'Etat ne servent qu'à mener les prolétaires en bateau et à reculer au maximum la lutte. Et quand ils ne peuvent plus différer l'éclatement des luttes, les bonzes syndicaux s'emploient à les émettre dans une multitude de conflits et sur des revendications corporatistes.

Dans la situation actuelle le collaborationnisme montre de façon toujours plus claire qu'il fait le jeu de la classe patronale. Aucune défense sérieuse des intérêts prolétaires n'est possible sans rupture avec les méthodes et les orientations de cette véritable **courroie de transmission** des intérêts capitalistes au sein de la classe, sans le retour aux méthodes et aux moyens de lutte classistes.

C'est dans la mesure où les prolétaires d'avant-garde qui sont conscients du rôle du collaborationnisme feront les premiers pas dans cette direction et vers l'organisation indépendante de classe, que le prolétariat dans son ensemble pourra commencer à retrouver le chemin de la lutte de classe!

(1) UNEDIC, 21 juillet 2004. Tous les chiffres cités sont repris du «*Bilan de l'économie française en 2003*», Problèmes économiques n° 2858 (15/9/2004).

## VENEZUELA

# L'abstentionnisme révolutionnaire n'est pas l'abstention de la politique, bien au contraire !

L'abstentionnisme révolutionnaire exclut toute indifférence ou toute passivité par rapport à la politique, que la bourgeoisie et ses appareils idéologiques restreignent à l'événement quinquennal (aujourd'hui drogue quotidienne au Venezuela) des élections.

Le fait politique premier dépend de l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme: c'est la lutte primordiale de défense contre cette exploitation, la résistance que livrent les travailleurs quotidiennement contre la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, contre l'érosion de leur salaire (salaire qui ne correspond qu'à une petite partie de la valeur qu'ils produisent, y compris dans les «services» ou le secteur dit «tertiaire»). C'est là qu'est la source de l'antagonisme irréductible entre travail et capital, entre les intérêts du prolétariat et ceux du reste de la société. Et c'est aussi ce qu'expriment au fond les élections: l'effort gigantesque que font les bourgeois (chavistes ou antichavistes) pour convaincre le prolétariat des bontés du mode de production capitaliste, pour l'endormir et le détourner de cet antagonisme de classe irréductible.

La classe bourgeoise dominante, dans ses diverses factions - au gouvernement ou dans l'opposition - a tout l'intérêt que les masses prolétariennes continuent à croire que par l'intermédiaire des élections et du parlement, il soit possible d'améliorer leur sort. Toute l'époque de pleine démocratie libérale et parlementaire a fait la démonstration, dans tous les pays, que par les élections le prolétariat n'a jamais rien obtenu de plus que ce que la bourgeoisie était disposée à céder sur le plan des conditions de vie et de travail ou sur celui des droits politiques. Dans tous les cas ce sont toujours les luttes sociales les plus dures, où se manifestait au grand jour l'antagonisme entre les classes, et non les campagnes électorales plus ou moins bruyantes qui ont arraché à la bourgeoisie les concessions économiques, sociales et politiques dont les prolétaires et les masses pauvres ont pu bénéficier. «Bénéfices» qui dans la réalité quotidienne ne représentaient pas grand chose et qui ont toujours été à la merci des attaques de la classe patronale qui avait pour objectif à la longue de les reprendre. Les fractions bourgeoises qui ont initié le référendum pour destituer Chavez cherchaient à reprendre le contrôle politique du pays en faveur d'intérêts spécifiques comme ceux du lobby du pétrole. Le soutien au président-tribun était présenté aux masses laborieuses comme le seul moyen de se défendre des fractions bourgeoises «oligar-chiques» plus liées aux intérêts pétroliers et aux Etats-Unis. Mais en réalité que Chavez réussisse à se maintenir en selle (comme cela a eu lieu finalement avec le référendum) ou qu'il soit démocratiquement remplacé par un président issu de la «droite», rien n'aurait fondamentalement changé pour les prolétaires: leur exploitation continue de plus belle, leur soumission politique et sociale s'est accrue. Le référendum en tant que moyen démocratique a gagné, les masses prolétariennes vénézuéliennes ont perdu!

Notre opposition à Chavez et au chavisme vient de ce que son programme politique et économique n'a rien de révolutionnaire et de socialiste. Ce ne sont pas les bonnes ou mauvaises intentions des capitalistes ou de Chavez qui sont en cause; ce sont les lois du mode de production capitaliste qui engendrent nécessairement l'inégalité, l'exploitation, l'oppression, la violence; ce sont ces lois qui imposent aux capitalistes eux-mêmes une conduite conforme aux nécessités de la conservation et de la défense du système. Il est impossible de s'opposer vraiment

aux effets inévitables du capitalisme si l'on ne combat pas le capitalisme lui-même: c'est précisément ce que le réformisme ne veut ni ne peut faire et c'est pourquoi il ne peut comprendre la lutte des classes et la dictature du prolétariat.

Les prochaines échéances électorales sont dans deux ans. Que Chavez le gagne ou non (1), la bourgeoisie le considère comme un personnage parfois encombrant, mais qui reste indispensable comme pompier social; il est le seul, comme il l'a déclaré lui-même, capable de contrôler l'incendie social qui couve ou de le limiter à un niveau inoffensif. En outre la politique de Chavez est, à tous les niveaux, toujours plus conciliante avec les desseins impérialistes et bourgeois.

Continuer à faire confiance à la propagande et aux promesses chavistes est une voie sans issue pour les prolétaires et tous les exploités. La seule solution consiste à rompre avec les illusions réformistes, à retrouver le chemin de la lutte de classe indépendante, le chemin de l'organisation de classe indépendante, le chemin de la **constitution du parti de classe**, internationaliste et international.

### TÉLÉVISION ET ELECTIONS (SUPERSTRUCTURE IDÉOLOGIQUE) OUTILS DE DIFFUSION DE L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

«*Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dominante écrasera, foulera aux pieds le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois non seulement dans les monarchies constitutionnelles mais même dans les républiques les plus démocratiques*», écrit Lénine dans «L'Etat et la révolution».

La démocratie met en évidence que malgré l'apparence d'oppositions idéologiques entre individus, c'est l'idéologie bourgeoise, c'est-à-dire l'idéologie de la classe dominante, qui soumet à sa domination toute la société et par conséquent qui conditionne profondément la pensée de tout individu vivant dans cette société (Marx Engels). La domination idéologique s'appuie sur la domination économique et politique de la société et tant que la bourgeoisie reste la classe dominante, c'est son idéologie qui est l'idéologie dominante. Cette réalité peut se démontrer tous les jours et surtout dans cette époque de développement capitaliste impérialiste où les médias, véritables outils de construction du consensus social dans la tête des citoyens, sont totalement monopolisés et leur information contrôlée par la bourgeoisie. Il suffit de penser au rôle toujours plus puissant que jouent la télévision, la radio, la presse comme le cinéma, l'Eglise ou l'école au sein de la société. Le rôle joué au Venezuela par ces institutions avant et après le coup d'Etat manqué de 2002 que dénoncent les démocrates indignés de leur «parti-pris», n'est que la continuation du rôle qu'elles ont toujours joué, dans ce pays comme ailleurs.

Etant aussi l'expression de toutes les illusions du réformisme petit-bourgeois, le collaborationnisme s'emploie à dévier le mécontentement des prolétaires et des masses opprimées vers le mirage électoral et la dénonciation de la corruption. Nous en verrons la preuve quand se dissiperont les brumes de l'ivresse électorale, quand les exploités mesureront la réalité de leurs salaires y compris en incluant les bénéfices des fameuses «missions» (2), face aux espoirs mis dans le sauveur Chavez. Les apôtres du

bolivarisme viendront alors expliquer aux masses que la faute repose sur... la corruption: ce sont les corrompus qui empêchent que les ressources de l'Etat et les bienfaits de la «révolution bolivarienne» arrivent aux masses qui en ont le plus besoin! C'est toujours la caractéristique des actions et des mobilisations du réformisme: il faut lutter seulement contre les défauts ou les exagérations du système capitaliste (incendie d'un supermarché au Paraguay, corruption des classes dirigeantes, bref le «capitalisme sauvage», le «néo-libéralisme», les «patrons voyous»). Jamais un réformiste n'attaquera les causes de ces «défauts» ou de ces «anomalies», c'est-à-dire la structure même du système: le capitalisme qui est une organisation générale du crime avec ses patrons et son personnel politique et syndical, structurée et défendue par son Etat avec ses flics et ses militaires, ses juges et ses avocats, tous complices, tous coupables, tous pourris! Et toute cette bande de vampires se nourrit en définitive d'une seule chose: la sueur des prolétaires.

### VICTOIRE DU «NON» DE CHAVEZ

Dans le cirque électoral, c'est Chavez qui a remporté une victoire écrasante sur l'opposition (la Coordination démocratique). L'abstention reste significative, ce qui signe un certain désenchantement par rapport au chavisme. Mais le désaveu électoral frappe essentiellement l'opposition de droite, qui n'a pas réussi à présenter une perspective claire et qui en outre n'est unie que par son hostilité à Chavez: ses dirigeants historiques sont dans un état avancé de sénilité ou en pleine agonie comme l'ancien président Carlos Andres Pérez qui depuis son lit de grabataire new-yorkais avait appelé à «*abat-tre Chavez comme un chien*» - déclaration quelque peu embarrassante pour l'image démocratique que s'était donnée l'opposition...

Dès le soir du référendum, les opportunistes de tout poil et de toutes tendances, chavistes, chavistes sans Chavez, guerilleros, trotskystes, etc., les médias internationaux et les éditorialistes de la grande presse mondiale, etc., ont tous communiqué dans une

même déclaration oecuménique: le référendum a été une grande manifestation de démocratie, un grand acte de participation démocratique et civilisée du peuple vénézuélien, un exemple donné au monde entier de la valeur de la démocratie. Tous veulent faire oublier que, hier, la tentative de coup d'Etat qui avait vu l'horreur fasciste lever la tête, avait fait la démonstration de la fausseté et de l'hypocrisie des discours pacifistes, électoralistes et démocratiques. Tous, antichavistes qui avaient organisé ou soutenu le coup d'Etat et chavistes qui avaient capitulé, s'emploient à cacher aux prolétaires que ce n'est pas le suffrage universel qui donne sa légitimité à un régime, mais la lutte des classes, le rapport des forces entre bourgeoisie et prolétariat. En s'opposant au coup d'Etat les prolétaires qui ont voté aujourd'hui pour Chavez, lui avaient alors sauvé la peau en même temps que son siège présidentiel pour constater que celui-ci, pardonnant à ses bourreaux, ouvrit la voie à la grève patronale de la fin de la même année qui mit l'économie du pays à genoux (3). Et ce furent à nouveau les travailleurs qui sauvèrent la mise à Chavez!

Entre temps les tensions sociales (salariales) ont obligé Chavez à décréter une augmentation générale du salaire minimum, ce qui lui a permis de se présenter lors du référendum comme l'ami des pauvres face aux privilégiés. Mais lorsque on sait qu'en 2003 la hausse des prix à la consommation a atteint, selon les données officielles, 23,5%, et celle des produits alimentaires (qui touche davantage les couches prolétariennes) 41,4%; lorsqu'on sait que depuis 1979 le salaire réel s'est réduit de moitié; lorsqu'on sait que pour un travailleur régulièrement employé, il y a 2 travailleurs employés dans le secteur informel avec des revenus généralement inférieurs (et même très inférieurs) au salaire minimum (4) - alors on peut constater que cette hausse du salaire minimum n'est qu'un rattrapage très partiel de l'érosion salariale et de la dégradation des conditions de vie connues par les prolétaires vénézuéliens depuis des années.

Alors qu'au milieu d'une atmosphère triomphaliste Chavez dans son discours couvrait d'anathèmes Georges «Asshole» Bush,

## - Vient de paraître - «Le marxisme et la question palestinienne»

### AU SOMMAIRE

- Introduction
- Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («*le prolétaire*», N° 463, Août 2002; «*il Comunista*», n° 79 Avril 2002)
- Une répression bestiale bien préparée (Tract du PCInt. - Mars 2002)
- Palestine vaincra? («*le prolétaire*», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «*il comunista*», n° 16 février-avril 1989)
- Points de repères sur la question palestinienne («*le prolétaire*», n° 401, mai-juin 1989)
- Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («*il comunista*», N° 12, Avril 1988)
- Les masses palestiniennes dans l'état de l'ordre impérialiste («*le prolétaire*», n° 392, juillet/août/sept. 1987)
- Rompre l'isolement des masses palestiniennes («*le prolétaire*», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982)
- En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaatar («*le prolétaire*», n° 317, 18/07 au 05/09 1980)
- Le volcan du Moyen-Orient («*Programme Communiste*», N° 80, Juillet 1979) : La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient
- Le volcan du Moyen-Orient («*Programme Communiste*», N° 80, Juillet 1979) : Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires
- La Terreur blanche au Liban: Le Moyen-

Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («*le prolétaire*», n° 152, 11 au 24 juin 1973)

### -Annexes :

- Seul le renversement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (Tract - supplément à «*le prolétaire*», n° 468, août-sept. 2003)

- Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe

- Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois

(Brochure «*le prolétaire*»; n° 30; format A4; 68 pages; 3 €)



## Venezuela ...

sans changer de micro, il assurait que le Venezuela allait continuer à être le fournisseur latino-américain le plus solide et rentable de pétrole des Etats-Unis ainsi qu'un de ses partenaires économiques les plus importants. Il avait d'ailleurs inauguré en grande pompe quelque temps auparavant une concession pour la recherche de gaz à la grande firme pétrolière américaine Chevron-Texaco. Cette orientation pro-impérialiste de fait, derrière les discours anti-impérialistes, a été amèrement critiquée par les pro-Chavistes d'«extrême-gauche»; mais que valent les gémissements de cette aile petite-bourgeoise en regard de la «compréhension» et du soutien de fait de la finance et des milieux pétroliers internationaux au régime actuel dès lors qu'il se porte garant des approvisionnements en pétrole et qu'il ouvre plus largement les gisements aux investissements étrangers (5)?

D'autres groupes plus ou moins liés aux travailleurs du pétrole et aux dites «communautés» locales ont aussi critiqué les concessions très avantageuses aux grandes entreprises impérialistes de vastes zones du delta de l'Orénoque riches en pétrole. Leurs aspirations à radicaliser la «révolution bolivarienne» n'ont pas laissé indifférente la droite carmoniste, hier fasciste, aujourd'hui à nouveau démocratique, qui a répondu à leurs agitations par l'intimidation et la répression. Le nombre de victimes des nervis n'a cessé de croître. Ces nervis sont généralement envoyés par des grands propriétaires ou des patrons de grandes entreprises (le grand capitaliste Cisneros est ainsi accusé d'être directement lié à des assassinats de dirigeants chavistes locaux) (6) et ils sont souvent liés aussi aux mafias de trafiquants d'armes ou de coca de la frontière avec la «République soeur» de Colombie.

Dans la réalité quotidienne du capitalisme, l'exploitation et l'oppression provoquent continuellement des luttes de résistance; mais ces luttes, même lorsqu'elles utilisent des moyens violents, même lorsqu'elles sont massives, sont condamnées à être réabsorbées et à devoir être recommencées indéfiniment: les maux dont souffrent les masses opprimées, les prolétaires, ne cessent jamais parce que le capitalisme ne peut pas changer de nature et se transformer en un mode de production harmonieux, qui ne soit pas basé sur l'exploitation du travail humain. La seule perspective d'avenir de ces luttes de résistance est qu'elles se hissent au niveau de la lutte classiste, qu'elles dépassent les limites

bourgeoises auxquelles les enchaînent toutes les forces de la collaboration entre les classes et que les prolétaires, refusant les breuvages assoupissants des élections et du nationalisme, retrouve la voie opposée qui est la seule réaliste: la voie de l'organisation en classe donc en parti pour mener cette lutte anticapitaliste. Ni dieu, ni héros, ni tribun: L'émancipation du prolétariat sera l'oeuvre du prolétariat lui-même!

Mais la reprise de la lutte de classe du prolétariat ne peut se produire d'un coup, elle n'éclate pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ce ne peut être qu'un processus long et contradictoire. Les fondements matériels de la lutte de classe se trouvent dans le rapport qui est au coeur même du capitalisme: le rapport entre capital et force de travail salariée; les fondements sociaux résident dans le rapport des forces qui s'établit entre les classes; les fondements politiques sont constitués par le programme du communisme révolutionnaire qui synthétise toute la trajectoire historique des affrontements entre les classes, de leur origine jusqu'à la lutte finale contre la bourgeoisie.

Le rôle des militants révolutionnaires est précisément de défendre et de diffuser ce programme en passant au crible de la critique marxiste toutes les illusions propagées par la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, illusions d'autant plus dangereuses qu'elles paraissent plus «radicales», en combattant sans hésitation toutes les perspectives interclassistes «populaires», «démocratiques» ou «nationales», en s'attelant dès aujourd'hui à l'oeuvre irremplaçable de reconstitution du parti de classe, du parti communiste international.

La vieille taupe travaille toujours en faveur de la révolution prolétarienne. Aux militants d'avant-garde d'oeuvrer pour préparer le parti de la révolution!

(1) Depuis l'élection de Chavez à la présidence, 8 élections se sont succédées: l'opium électoral a été utilisé à forte dose contre les prolétaires pour calmer les tensions sociales. Le thème de la misère et de la faim est le thème de campagne des deux pôles pour accaparer et dévier le mécontentement social permanent.

(2) Le terme «mission» utilisé dans cette politique réformiste-clientéliste a une forte odeur religieuse. Réforme et Eglise! Les éléments avancés du prolétariat doivent combattre cette double manipulation et les dé-

noncer tous deux comme des obstacles à son indépendance de classe.

(3) Le gouvernement chaviste vante la croissance spectaculaire de l'économie du pays, mais selon le Financial Times du 13/8 la récession de 2002-2003 avait fait chuter l'économie de 18% alors que la croissance actuelle devrait atteindre 12% à la fin de cette année: ce n'est donc qu'un simple rattrapage.

(4) Le secteur formel représente 48,80% de la force de travail, le secteur informel 51,20%. Le salaire minimum mensuel était en mai 2003 de 190.000 bolivars (soit un peu plus de cent euro). Dernières données disponibles de l'Institut National de Statistiques (INE).

(5) Le New York Times, qui avait soutenu le coup d'Etat, rapportait cet été que «Wall Street espère une victoire de Chavez». Une victoire de l'opposition ou «un résultat incertain pourrait conduire à un tremblement de terre politique dans le pays, la dernière chose dont ait besoin la Venezuela». Le dernier rapport de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers ajoutait qu'«Il apparaît maintenant possible que le Venezuela arrive à la stabilité politique et que les prix élevés du pétrole renforcent l'Etat à brève échéance. Après le référendum, le gouvernement a l'opportunité de réajuster ses priorités et d'améliorer sa politique. Il y a peu de raisons de nous attendre à ce qu'il agisse d'une autre manière». Cf The Financial Times, 13/8/2004. La firme pétrolière française Total est depuis quelque temps en négociations pour investir dans le pays dès que sera acquise la modification des règlements régissant les investissements étrangers dans le secteur.

(6) L'ancien président américain Carter qui supervisait le référendum, avait réuni le 18 juin Chavez et Cisneros, le dirigeant du plus grand groupe privé vénézuélien et l'inspirateur de l'opposition. Le communiqué publié après cette rencontre disait que les participants ont discuté de «la nécessité d'un dialogue national pour l'après 15 août afin que tous les vénézuéliens puissent se rejoindre en harmonie dans la lutte contre la pauvreté ainsi que pour la santé, l'éducation et les opportunités économiques (sic!) au Venezuela». Cf Caracas Domingo, 20/6/2004. On peut en déduire qu'au-delà de ce disent les porte-parole officiels et les journalistes, certains accords avaient été pris entre le président et le capitaliste. Il faut rappeler que Cisneros avait financé l'élection présidentielle de Chavez avant de rompre ensuite avec lui.

l'EOC (2) afin d'obtenir cet emploi, ils vont devoir affronter les reproches de leurs familles et bien des problèmes pour retrouver un emploi dans leur pays; les autorités ne vont sans doute pas apprécier la perte de contrats dans le marchandage d'esclaves salariés pour certains groupes du textile comme Ramatex à qui elles devaient encore expédier 1.600 ouvriers selon le syndicat

Ce n'est pas la première fois que des grèves se produisent dans cette grande entreprise dont l'effectif est d'environ 8.000 salariés dont près de 1.900 venus des Philippines, de Chine et de Malaisie (et temporairement du Bangladesh): à la mi-avril, 3.000 prolétaires avaient fait grève pour réclamer une augmentation de salaire; ni la première fois que des prolétaires étrangers se mettent en lutte puisque 400 ouvriers d'Extrême-Orient avaient fait grève en décembre dernier pour des raisons identiques. Mais c'est la première fois qu'un conflit démarre aussi vite et aussi spontanément. Et même si la répression a été brutale et elle aussi rapide, on ne peut qu'être optimiste sur les futures luttes ouvrières en, voyant la combativité de ces prolétaires venus de pays asiatiques «exportateurs de main d'oeuvre».

Ce petit épisode de la lutte ouvrière montre aussi que, contrairement à ce que l'on nous serine ici, les «délocalisations» ne se font pas que dans le même sens, puisque des industriels asiatiques délocalisent en Afri-

NÚMERO 45 Septiembre de 2004

## el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

EN ESTE NÚMERO

- Los Estados Unidos de América en el límite de dos épocas 1
- Irak es el mundo! 10
- Internacional y mundial es el capitalismo: internacional y mundial será la lucha proletaria anticapitalista de clase! 14
- Chile, a treinta años de distancia 21
- ¡El golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado! 25
- Puntos de referencia marxistas acerca del imperialismo y el terrorismo 30
- En defensa de la continuidad del programa comunista (7): Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965) 37
- Auschwitz o la Gran Coartada 42
- La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2) 48
- Los fabricantes de íconos a la obra: Creación de la "Fundación Amadeo Bordiga" 60

LO QUE DISTINGUE A NUESTRO PARTIDO

La reivindicación de la línea que va de Marx a Lenin, y la fundación de la Internacional Comunista y del Partido Comunista de Italia (Liserna, 1921); la lucha de la Tercera Internacional contra la degeneración de la Internacional, contra la teoría del socialismo en un solo país y la contrarrevolución estaliniana; el rechazo de los Frentes Populares y de los bloques de la Resistencia; la dura obra de restauración de la doctrina y del órgano revolucionario, en contacto con la clase obrera, fuera del politiquero personal y electoralista.

Precio del ejemplar: América latina: USD 2; Canadá y USA: USD 4; Europa: € 3; 10 PD; 30 Rvb

### «el programa comunista» Órgano del partido comunista internacional N° 45 - Septiembre de 2004

- Los Estados Unidos de América en el límite de dos épocas
  - Irak es el mundo
  - ¡ Internacional y mundial es el capitalismo; Internacional y mundial será la lucha proletaria anticapitalista de clase!
  - Chile, a treinta años de distancia
  - ¡ El golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado!
  - Puntos de referencia marxistas acerca del imperialismo y del terrorismo
  - En defensa de la continuidad del programa comunista (7) : Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965)
  - Auschwitz o la Gran Coartada
  - La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2)
  - Los fabricantes de íconos a la obra: Creación de la Fundación Amadeo Bordiga
- (72 pages, 3 Euro)

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE 4e liste 2004

Aix juillet: 19,00; septembre: 50,00 / André: 7,50 / Gilbert: 37,50 / Jean-Christophe: 15,00 / Jean-Pierre: 7,50 / Paris: 300,00 / Roger: 50,00 / Victor: 98,00

**Total liste: 584,50 Euros**  
**Total général: 3578 Euros**

## Prolétaires immigrés en lutte en Namibie

Des prolétaires immigrés, expatriés dans un baigne du capitalisme en Namibie, petit pays satellite de l'Afrique du Sud, viennent de démontrer une nouvelle fois que la classe des exploités est toujours debout et que les luttes ouvrières éclatent jusque dans les recoins les plus reculés de la planète.

Le 9 septembre dernier 372 ouvriers qui étaient arrivés du Bangladesh un mois plus tôt pour travailler à la Ramatex, usine malaisienne implantée dans la banlieue de la capitale Windhoek (1), se mettaient en grève: leur premier salaire était en effet amputé de 45 dollars US pour frais de nourriture (salaire prévu de 120 dollars par mois, soit 100 euro environ, plus primes et panier pour un travail de 9 heures par jour, 5 jours par semaine). Ils s'insurgeaient aussi contre leur hébergement très précaire: une seule toilette pour tous et des robinets à l'extérieur des dortoirs pour se laver. C'est ce qu'ont constaté les journalistes qu'ils avaient auparavant invités avec des délégués du National Union of Namibian Workers (NUNW).

Le lendemain, c'était carrément l'émeute pendant le repas où les prolétaires balançaient leur nourriture jugée imangeable,

brisant aussi quelques vitres du foyer. Puis ils attaquaient un directeur de l'usine et un autre de l'agence de recrutement Eastern Overseas Corporation (EOC), basée à Dhaka, venus justement visiter leur lieu de vie. Comme la veille, les vigiles étant débordés, la police intervenait, cette fois en faisant usage de ses armes (des tirs en l'air selon le gouvernement) afin de les calmer et de les empêcher de se rassembler; mais il leur était impossible de contacter les autres ouvriers car l'usine se trouve à plusieurs kilomètres, et la direction avait fait supprimer la navette, sachant qu'ils ne pouvaient se payer le taxi.

Le 12, alors que les autorités du pays annonçaient à la presse qu'un accord avait abouti, leur contrat de travail était annulé. Les menaces, purement verbales, de paralyser l'usine par le NUNW dont le vice-président déclarait que leurs conditions étaient «bien pires que celles des ouvriers noirs en Namibie durant l'apartheid» (ce qui veut tout dire!), ne pouvaient empêcher l'expulsion d'un premier groupe de 30 ouvriers vers leur pays. Leur retour ne se fera pas dans la joie. En effet, s'étant lourdement endettés pour payer 3.500 dollars aux négriers de

que, et font même venir des immigrés asiatiques pour s'y faire exploiter! En réalité c'est dans tous les pays que les capitalistes imposent aux prolétaires une précarité toujours plus grande et traitent la force de travail, les prolétaires, comme une marchandise parmi d'autres dont ils cherchent toujours à diminuer le «coût».

«Le Manifeste du Parti Communiste» disait déjà: «le travail industriel dépouille le prolétaire de tout caractère national», en lançant cet appel plus actuel que jamais: **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!**

(1) Ramatex Berhad, société malaise fondée en 1982, est notamment fournisseur de Puma et de Nike mais aussi du célèbre couturier français Dior. Elle possède des unités de production dans 11 pays. Dans cette usine, il existe deux directions, une pour les prolétaires indigènes et une pour leurs camarades étrangers, le pays ayant d'ailleurs deux codes du travail divisés de la même façon.

(2) Pour cela, certains de ces travailleurs, issus principalement du milieu rural, ont vendu maison, bétail, terres et même emprunté pour payer cette somme faramineuse à EOC qui n'a accusé réception que de \$ 1 000 pour chacun d'eux et qui devait toucher de Ramatex une somme de \$ 580 par prolétaire.

## Sur le fil du temps

# Marxisme et lutte de partisans

(A propos de la Résistance)

( Suite de la page 1 )

notait encore: «Cette froide appréciation de la situation était considérée par beaucoup de gens comme une hérésie, à une époque où Ledru-Rollin, Mazzini, Louis Blanc, Kosuth, constituaient en masse à Londres des futurs gouvernements provisoires non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour toute l'Europe, et où il ne restait plus qu'à réunir au moyen d'un emprunt révolutionnaire émis en Amérique, l'argent nécessaire pour réaliser en un clin d'oeil la révolution, ainsi que les diverses républiques qui devaient en être la conséquence naturelle» (Ed. Costes, p. 96). Ce texte d'Engels, qui date de 1885, se termine sur le rappel et l'hommage coutumier à la formidable puissance de la conception révolutionnaire de l'histoire, que nous devons à Marx.

Nous avons là assez d'éléments pour affirmer que, à la méthode « légionnaire » et partisane fondée sur l'action de groupes d'exilés et la mystique propre à la révolution bourgeoise, la révolution ouvrière en oppose une autre bien différente: celle de l'organisation en parti de classe territorialement présent partout où le capital exploite ses esclaves salariés, parti unique pour tous les pays parce que non fondé sur la reconnaissance des Etats nationaux et des constitutions populaires, parti en lutte permanente contre les institutions bourgeoises en vigueur, aussi bien dans la théorie que dans le combat pratique.

La méthode démocratique-bourgeoise et

partisane selon laquelle un mouvement ne peut se dresser dans un pays contre l'ordre régnant que s'il se fonde sur l'appui d'un régime étranger qui puisse lui fournir des armes et des secours et, en cas de défaite, un refuge pour des soliloques d'illuminés et pour des gouvernements fantômes, cette méthode n'a jamais cessé d'être, avec ses séductions corruptrices, un piège et un obstacle à la construction du mouvement prolétarien mondial de classe.

La tradition littéraire italienne possède un célèbre passage de Carducci sur les jeunes gens, printemps sacré de l'Italie, qui vengèrent les défaites de Rome et de Mentana en tombant victorieux sur la noble terre de France. Dans la guerre franco-prussienne de 1870, bien qu'on pût discuter sérieusement la question de savoir si la démocratie moderne avançait avec les baïonnettes de Moltke ou avec celles de Napoléon le Petit, les Garibaldiens italiens se portèrent comme légion de volontaires à Dijon, où ils remportèrent sur les Prussiens une victoire tactique d'importance secondaire.

Les épisodes légionnaires de la guerre de libération grecque contre les Turcs à la fin du siècle dernier nous gênèrent passablement quand il s'agit de consolider la critique socialiste contre le nationalisme et le patriotisme. Dans la polémique, on nous cria qu'à Damokos, avec les démocrates de tous les pays, il y avait aussi les anarchistes, et nous avons dû mainte fois expliquer patiemment que nous ne considérons pas les anarchistes comme un modèle de révolutionnaire de gauche pour les marxistes.

Dans la guerre de 1914, on peut penser que le fait le plus important ne fut pas l'option des « démocrates » du monde entier en faveur de l'une ou l'autre des deux parties. En Autriche et en Allemagne, les socialistes, comme du reste tous les autres partis parlementaires de gauche, prirent position pour le régime, pour la guerre. On en était déjà à un type de guerre moderne, impérialiste, générale, touchant tout le monde capitaliste. Il y avait parmi les belligérants un régime réactionnaire et féodal, la Russie, mais - ô surprise! - il était dans le camp des grandes démocraties occidentales, celles qui avaient toujours couvé dans leur sein généreux les actions partisans pour la liberté! Il n'était pas possible, à Londres ou à Paris, de songer

à organiser des légions contre le tsar allié, sérieusement occupé à détourner sur lui les coups de bélier de l'armée du Kaiser. Mais la révolution russe n'en éclata pas moins. La position de Lénine et des bolcheviks face aux divers groupes opportunistes d'émigrés russes démocrates et socialisants n'a pas besoin d'être rappelée: pour la théorie, c'est la même que celle de Marx vis-à-vis du mazzinisme et du kossuthisme; dans la pratique, il finit par les foutre tous dehors, dans le même panier que les tsaristes et les bourgeois...

## AUJOURD'HUI

En une catastrophique réédition du XXe siècle, la guerre de partisans a fait ses preuves en grand dans la guerre civile espagnole. Quant au légionarisme, la grande guerre nous en avait donné un exemple, en Italie, avec les brigades de D'Annunzio. De fait, pour l'analyse marxiste, ces phénomènes sont liés aux vastes exigences du militarisme professionnel déterminé par les guerres modernes, surtout dans les classes moyennes, et conduisent directement à beaucoup des formes propres au totalitarisme fasciste.

Nous avons vu en Espagne les deux légionarismes, le rouge et le noir, qui ont pris tous les deux la forme de l'action de partisans, c'est-à-dire de corps d'armée entretenus et soutenus avec la technique moderne et les dépenses qu'elle entraîne, sans que les Etats - par exemple la Russie d'un côté, l'Italie de l'autre - apparaissent officiellement.

C'était, croyait-on, l'affrontement de deux mondes; mais tout se termina par une opération de police complaisamment soutenue par les grands centres commerciaux des démocraties occidentales tandis que Moscou gardait une attitude ambiguë, et surtout par l'effondrement catastrophique du mouvement révolutionnaire international, sur le plan idéologique et organisationnel, et par une hécatombe d'hommes valides et courageux, le tout dans l'intérêt et pour le bénéfice du capitalisme.

Tout cela conduisit directement à la situation catastrophique, du point de vue du prolétariat, de la seconde guerre mondiale. Alors que, après la première, tout l'effort du mouvement s'appuyait sur la victoire communiste en Russie avait porté sur la formation d'un parti de classe international qui se dressait menaçant contre la bourgeoisie de tous les pays, les stalinien, eux, liquidèrent l'orientation classiste de parti et, rejoignant des centaines de partis petit-bourgeois,

renversèrent toutes les forces qu'hélas ils contrôlaient dans un mouvement de type légionnaire.

Les militants révolutionnaires se transformèrent en aventuriers d'un type standard, assez peu différent du type fasciste des premiers temps; au lieu d'être des hommes de parti, défenseurs de la direction marxiste et de l'organisation solide et autonome des partis et de l'Internationale, ils devinrent des caporaux, colonels et généraux d'opérette. Ils détruisirent l'orientation de classe du prolétariat en le faisant reculer effroyablement d'au moins un siècle, et ils baptisèrent tout cela « progressisme ». Ils persuadèrent les ouvriers de France, d'Italie et de tous les autres pays que la lutte de classe, qui est par nature offensive, qui a un caractère d'initiative délibérée et déclarée, se concrétisait dans un défensisme, dans une **résistance**, dans une inutile hémorragie contre les forces capitalistes organisées; celles-ci ne furent d'ailleurs écrasées et chassées que par d'autres forces non moins régulières et non moins capitalistes, mais la méthode adoptée empêcha absolument d'insérer dans le mouvement toute tentative d'attaque autonome menée par les forces ouvrières. L'histoire a montré que de telles tentatives n'ont pas manqué: telle la Commune de Varsovie, durant laquelle les Soviétiques, établis à quelques kilomètres de distance, ont attendu sans intervenir que l'armée allemande rétablisse l'ordre. Mais ce furent des tentatives condamnées d'avance par le détournement démocratique-partisan des énergies de classe.

Sur le difficile chemin de la classe ouvrière socialiste, la dégénérescence opportuniste de 1914-1918, victorieusement combattue par le bolchevisme, c'est-à-dire par le marxisme véritable, correspond à la dégénérescence partisane de 1939-1945.

Dans la première crise, on a réussi à revenir à notre méthode spécifique de lutte, en fondant de grands partis révolutionnaires autonomes. Après la seconde, le prolétariat est sous la menace d'une nouvelle infection partisane.

*Le partisan est quelqu'un qui combat pour un autre: qu'il le fasse par conviction, devoir ou pour de l'argent, peu importe. Le militant du parti révolutionnaire est le travailleur qui combat pour lui-même et pour la classe à laquelle il appartient.*

*Le sort de la reprise révolutionnaire dépend de la capacité d'élever de nouveau une barrière insurmontable entre la méthode d'action classiste de parti et la méthode démocratique-bourgeoise de la lutte de partisans.*

### Vient de paraître en réédition

## «LES FONDEMENTS DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE»

### Au sommaire de la brochure

- Présentation
- Introduction de l'édition de sept. 1970
- Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisses
- Première partie. Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste
- Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
- Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
- Conclusion
- **Annexe:** Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers

(Format A5; 92 pages; 3 €)

### Les Fondements du communisme révolutionnaire

Suivi de «Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers»



3

EDITIONS PROGRAMME  
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## L'impérialisme français a commémoré le débarquement en Provence

1994 avait été l'occasion de grandes festivités pour célébrer le 50ème anniversaire du débarquement et de la «Libération» avec des cérémonies commémoratives dans tout l'Hexagone. Dix ans plus tard, la bourgeoisie a remis ça afin de relancer son éternelle propagande patriotique pour conditionner le prolétariat aux idées et valeurs républicaines et démocratiques qui seraient communes et suprêmes à toutes les classes. La situation politique et économique mondiale actuelle n'est évidemment pas étrangère à tout ce spectacle qui a, cette fois, daigné «rendre hommage» aux soldats et résistants étrangers (antifascistes allemands, Polonais, républicains espagnols...) mais surtout aux soldats de ses ex-colonies, un geste bien tardif mais qui vient à son heure, à destination non de ceux qu'on a envoyé crever en première ligne, mais des dirigeants bourgeois de ces pays.

Rappelons brièvement les faits: le 15 août 1944, pour ouvrir, dans la France occupée par les nazis, un second front après celui de Normandie avec le débarquement du 6 juin, 450.000 soldats débarquaient en Provence.

Parmi ceux-ci, 230.000 étaient sous l'uniforme français dont plus de 20 % étaient maghrébins et environ 60 % des «tirailleurs sénégalais» (ce terme était donné aux Afri-

cains parce que leur incorporation, de gré ou de force, se faisait principalement à Dakar où le 1<sup>er</sup> Régiment fut créé en 1857). Ces soldats furent envoyés ensuite sur tous les fronts du pays de leurs «ancêtres les Gaulois» mais aussi en Italie, en Allemagne, en Syrie ou au Liban, avant souvent de servir dans les guerres coloniales. Ils étaient tous encadrés, bien sûr, par des officiers français: les colonisés ne pouvaient logiquement espérer accéder à des postes de commandement dans une armée coloniale.

En réussissant à recruter, souvent de force, une telle quantité non négligeable de chair à canon à jeter dans la tuerie guerrière, les autorités gaullistes achetaient ainsi au prix du sang des colonisés une place à l'impérialisme français à la table des futurs vainqueurs.

Prétendant cyniquement «rendre hommage» à ces combattants à qui l'impérialisme français doit une fière chandelle et qui ont été ses victimes, Chirac a distribué des médailles à quelques survivants, comme autrefois les colonisateurs distribuaient de la verroterie: cela brille et ne coûte rien! Revaloriser les pensions des anciens combattants africains était hors de question: «c'est généreux la France!» s'écriait autrefois de Gaulle, mais à la condition de payer avec l'argent des autres ou de se limiter à de

bonnes paroles.

L'anniversaire du débarquement en Provence et l'hommage d'autant plus appuyé qu'il était platonique aux troupes coloniales, avait pour but de faire une démonstration de puissance impérialiste de l'Etat français alors que les commémorations du débarquement en Normandie avaient l'inévitable inconvénient de rappeler la prééminence américaine (1). Les autorités françaises avaient donc invité les dirigeants de ses anciennes colonies à assister à la démonstration de la force de la Marine tricolore. Il s'agissait de faire la démonstration qu'en dépit du forcing américain dans ses anciennes colonies (en particulier, au plan diplomatique, lors des affrontements à l'ONU sur le déclenchement de la guerre en Irak), l'influence de l'impérialisme français restait intacte. Et en effet, la plupart des dirigeants ont répondu sans hésiter présent à l'invite du parrain, même si l'«ami» Nguesso était absent pour cause inconnue (certainement pas par peur de la justice française!) ainsi que Gbagbo, en coquetterie avec Paris, représenté toutefois par son ministre de la Défense.

Fait sans précédent et significatif du progrès de l'impérialisme français en Algérie en dépit de la concurrence américaine, Bouteflika était venu en personne (à la

## - VIE DU PARTI -

### NATIONALISME ET EUROPÉISME: DEUX ALTERNATIVES ANTI- PROLÉTARIENNES

Depuis quelques années nous organisons régulièrement des réunions publiques ou de lecteurs. Même si leur fréquentation est réduite, ce qui dans la situation actuelle ne saurait surprendre, elles permettent de donner aux éléments intéressés la possibilité d'entrer en contact direct avec le parti, de pouvoir s'informer de ses positions et de les discuter. La présence quand c'est le cas de militants d'autres groupes ne répond pas à une volonté de notre part de rapprochement oecuménique avec les uns et les autres; nous nous efforçons au contraire d'en profiter pour clarifier ce qui nous distingue et argumenter la critique de leurs positions.

Lors de la Fête de Lutte Ouvrière à Presles (région parisienne) fin mai où nous avions un stand, nous avons tenu un forum qui a rassemblé un peu moins d'une trentaine de personnes. Son thème était l'Europe et plus précisément, la dénonciation du nationalisme et de l'européisme, comme étant deux alternatives également bourgeoises. Ce thème, qui était aussi celui de la réunion de lecteurs tenue à Paris au début du même mois, était imposé par l'actualité: l'élargissement de l'Europe, le premier mai dernier. Le public a frôlé la trentaine de personnes, en comptant les gens qui ne sont pas restés jusqu'au bout.

L'exposé a commencé d'abord par réfuter l'idée de la possibilité de constitution d'un Etat européen. Signifiant la fusion de vieux Etats existants solidement constitués depuis des siècles, cette constitution ne pourrait être obtenue que par la violence, par de guerres; l'ultime tentative en ce sens a été l'oeuvre de l'Allemagne hitlérienne et elle a débouché sur une guerre mondiale. En effet les Etats sont l'arme suprême de la défense des intérêts capitalistes nationaux qui n'accepteront jamais que par la force d'y renoncer car cela signifierait immédiatement remettre en question ces intérêts.

Il est facile de voir aujourd'hui encore, y compris parmi les nations européennes les plus proches, les rivalités entre grandes entreprises se traduire par le recours à l'Etat national: la firme Alstom a utilisé la force de l'Etat français pour échapper à la faillite et se défendre des convoitises de son concurrent allemand Siemens en obligeant la Commission de Bruxelles, symbole s'il en est de la

«supranationalité en marche», à renier ses propres règles; le gouvernement allemand a également protesté contre l'intervention de l'Etat français en soutien à l'entreprise Sanofi pour s'emparer d'Aventis qui contenait des intérêts d'outre-Rhin. Mais de son côté l'Etat allemand est intervenu dans le secteur bancaire, etc... C'est la démonstration de la thèse marxiste selon laquelle l'Etat bourgeois est le **comité d'intérêt du capitalisme national**, le capitaliste collectif en idée qui le devient toujours plus en fait (Engels, *l'Anti-Dühring*).

Les bourgeois ont réussi sans aucun doute à établir un grand marché protégé pour les entreprises européennes, mais ce marché est en réalité bien moins «libre» qu'un marché national (qui lui-même n'est réellement libre que dans l'idéologie bourgeoise). La «construction européenne» actuelle est en fait un **«cartel d'Etats»** constitué pour résister aux autres puissances capitalistes; elle est donc synonyme non pas de paix comme disent les européistes, mais d'**aggravation des tensions interimpérialistes**. De plus, ses limites sont évidentes; ce qui aurait dû constituer son couronnement, l'élargissement, a révélé au contraire sa fragilité: division entre pays pro-américains et bloc franco-belgo-allemand. La dernière période a vu se dérouler l'affrontement entre les deux «blocs» avec le phénomène spectaculaire de l'Espagne qui, après avoir voulu, en se rangeant dans le camp pro-américain se hisser au niveau des grands européens (revendication d'un pouvoir de décision égal à ces derniers dans la Charte européenne, intervention extérieure), a changé de camp après les attentats de Madrid.

Sur le plan social, la «construction européenne» s'accompagne d'un renforcement des mesures contre les travailleurs extra-communautaires, donc le renforcement des divisions et des frontières au sein de la classe ouvrière d'Europe, en même temps que le renforcement des mesures policières et répressives sur tout le continent contre les prolétaires en général, comme conséquence inévitable de l'aggravation des attaques anti-prolétariennes qui ont tendance à s'unifier dans la région.

Cela signifie que cette construction européenne ne représente pas en soi un progrès objectif vers l'union des ouvriers comme le soutient «Lutte Ouvrière», mais un **renforcement de l'oppression capitaliste** sur ceux-ci et de leur **division**: non seulement dans les

nouveaux pays qui y entrent, mais aussi dans les anciens où on agite la «menace» de ces nouveaux prolétaires pour faire passer les attaques patronales.

Par rapport à cette «construction européenne», il existe deux courants aussi bourgeois l'un que l'autre: ceux qui le soutiennent et qui sont toujours plus majoritaires, et ceux qui s'y opposent au nom de la défense d'intérêts strictement nationaux. Ces derniers représentent les intérêts bourgeois et les couches petites-bourgeoises les plus faibles, qui redoutent la concurrence de l'étranger et demandent une protection plus importante de l'Etat national. Ces deux courants sont également réactionnaires et anti-prolétaires; le prolétariat n'a pas à choisir mais doit les combattre tous les deux.

Si la perspective de l'unité européenne est intégralement bourgeoise, il est faux de lui opposer la perspective des **Etats-Unis socialistes d'Europe**. En effet non seulement la future révolution ne passe pas nécessairement par l'Europe des travailleurs, mais les besoins de l'unification des rangs prolétaires, ne serait-ce que pour la lutte de défense immédiate, est en contradiction avec tout européisme: il implique tout d'abord l'unification entre prolétaires locaux et extra-communautaires (Arabes en France, Turcs en Allemagne, Asiatiques en Grande Bretagne, etc.). Les liens qui sont et seront tissés entre les classes ouvrières de divers pays par la présence de prolétaires étrangers dans les pays européens, indique que la contagion de la lutte révolutionnaire passera par ces canaux sans respecter docilement les limites administratives et les frontières bourgeoises.

L'union internationale des rangs ouvriers exige enfin que les prolétaires des pays impérialistes européens se démarquent avec la plus grande netteté et combattent tant leur Etat national et son patriotisme, que le cartel européen d'Etats et l'eurocentrisme, forme de l'esprit de supériorité de grande nation contre les populations et les prolétaires des pays dits sous-développés, et du chauvinisme contre les impérialismes concurrents, américain en particulier. La lutte contre toutes les mesures anti-immigrés prises par les bourgeoisies européennes est une nécessité première de la lutte ouvrière dès aujourd'hui et elle le sera encore plus demain.

\* \* \*

Parmi les quelques interventions, on peut relever celle de la F.I.C.C.I (Fraction Interne du CCI) qui, outre la critique de la notion de «bloc» (comme s'il s'agissait pour nous d'y voir déjà des blocs de guerre), soutient l'exis-

### « Il Comunista » n°90-91 (Bimestrale) Giugno 2004

Nell'interno

- Patriottismo e comunismo
- L'Italia in Iraq e il suo avventurismo militare
- Ennesimo attacco alle pensioni operaie
- Madrid, 11 marzo 2004. Ancora proletari massacrati dalla reazione terroristica (Volantino di partito).
- Primo maggio operaio. Per la ripresa generale della lotta di classe! (Volantino di partito).
- Non siamo elezionisti, non siamo parlamentari. Siamo astensionisti rivoluzionari
- Il parlamentarismo è un cadavere, sostenuto a forza dai poteri borghesi al solo scopo di corrompere il proletariato e il suo partito di classe
- Sulla «questione palestinese», sull'autodeterminazione nazionale e sulle posizioni proletarie e comuniste.
- Imperialismi francese e americano fuori da Haiti!
- Le battaglie di classe della Sinistra comunista. 1923. Il processo ai comunisti in Italia. Il governo fascista prende di mira militanti ed esponenti del Partito comunista d'Italia, allora guidato dalla sinistra. (2)
- Ustica: tutti assolti i militari accusati di depistaggio
- Alla Zanussi si produce e si muore

tence d'un «*cours forcé à la guerre*». Partant de la grille d'analyse du CCI, et en particulier de la curieuse notion d'un blocage entre les deux classes antagonistes (bourgeoise et prolétariat), chacune des deux incapables ces dernières années d'imposer sa solution, respectivement la guerre et la révolution, ils estiment que la bourgeoisie mondiale a décidé de surmonter ce blocage. Tous les événements actuels, depuis les attentats du World Trade Center jusqu'à la guerre en Irak, marqueraient selon eux, ce cours à la guerre mondiale.

L'erreur de la FICCI découle des présupposés de son analyse, à savoir la base idéaliste du CCI qui l'empêche d'avoir une vision correcte de la situation historique actuelle. Bien loin de pouvoir «bloquer» les perspectives de la bourgeoisie, le prolétariat

( Suite en page 8 )

colère de quelques dinosaures UMP nostalgiques de l'Algérie française) pour affirmer solennellement que «*les plaies* (étaient) *bien cicatrisées*» (2). Le président algérien a fait sans rire l'éloge des «*Africains venus s'associer* (sic!) *à cette lutte gigantesque contre le totalitarisme et la barbarie*», un «*sacrifice* (qui) *n'a pas été vain, puisqu'il a conduit (...)* *à la fin de l'ère du colonialisme et permis à tous ces pays qui avaient fourni des contingents pour participer à ces combats et aux libérations qui les ont couronnés, d'accéder à leur tour à l'indépendance et de connaître enfin la liberté*» («La Tribune» - Alger, 17/8/04).

Curieusement, le président algérien avait semblé avoir oublié que la population d'Afrique du Nord qui revendiquait l'indépendance se faisait bombarder et réprimer cruellement dès le 8 mai 45 à Sétif par les troupes du gouvernement de la France libérée. Et que la libération de l'impérialisme français obtenu notamment par le «sacrifice» contraint des troupes africaines, l'a conduit... à s'engager immédiatement dans des guerres coloniales en Indochine, en Algérie, en Afrique qui ont fait des centaines et centaines de milliers de morts (peut-être un million pour la seule Algérie)! Il y a quelques années encore, il se rendait complice, au Rwanda, d'un véritable génocide à faire pâlir la barbarie nazie soi-disant disparue depuis soixante ans...

Mais que vaut le sang des opprimés

pour les canailles bourgeoises, face à la perspective de bonnes affaires? Déjà on parle de vendre des avions Rafale et on négocie discrètement de grands contrats sur le pétrole et la reconversion de la dette algérienne en investissements français.

Que les dirigeants bourgeois trinquent joyeusement en participant à ces obscènes commémorations de la tuerie impérialiste! L'impérialisme français a tout lieu d'être satisfait de la commémoration du débarquement en Provence même s'il n'ignore pas qu'il devra défendre sa domination.

Les prolétaires, eux, doivent se rappeler qu'il a déjà démontré qu'il est prêt à tout pour défendre ses intérêts. Et qu'ils ne pourront se réjouir que lorsqu'ils se seront enfin libérés de cette bande d'assassins et de son système meurtrier.

(1) Pour desserrer un peu l'affectueuse étreinte de l'ami Bush et de son compère Blair, Chirac avait convié Schroeder à cette commémoration.

(2) L'Etat français n'a pas jugé utile d'honorer d'autres manifestations, comme celle du 60ème anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie où sa représentation a été jugée d'«un bas niveau» par le ministre des Affaires Etrangères polonais Cimoszewicz, le 2 août. Les «cicatrices» de l'affrontement diplomatique sur la question irakienne ne sont sans doute pas encore effacées.

### Darfour: massacres sur fond de rivalités impérialistes

Depuis quelques mois le Darfour, cette province reculée du Soudan aux confins du Tchad fait la une des médias. Cette région est le théâtre de combats entre des insurgés noirs et des milices arabes soutenues par les forces militaires du gouvernement de Khartoum. Comme d'habitude, ce sont les populations civiles qui sont les premières victimes d'affrontements qui auraient fait ces dernières années 30 à 50.000 morts et plus de cent mille réfugiés, en particulier au Tchad. Le gouvernement américain parle de «génocide» et il mène la campagne pour imposer des sanctions contre le gouvernement soudanais, avec qui il a un vieux contentieux, si celui-ci ne met pas fin aux exactions des milices.

De son côté le gouvernement français traîne les pieds, au point que Khartoum a bruyamment affirmé que seul Paris menait une politique juste, conforme à son opposition à la guerre en Irak. L'influent quotidien américain «The Washington Post» s'en est pris dans un éditorial cet été à la France qui refusait l'envoi de soldats à partir de ses bases au Tchad et qui n'accordait que 6 millions de dollars au fond de l'ONU pour l'aide aux réfugiés contre 130 millions donnés par les Etats-Unis; il a aussi accusé de pingrerie l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Japon; bizarrement la Grande-Bretagne était épargnée. Il faut dire que le gouverne-

ment britannique a emboîté le pas aux Etats-Unis et propose d'envoyer quelques milliers de soldats sur place. Curieusement aussi les mêmes méthodes du gouvernement soudanais dans d'autres régions n'ont pas entraîné de réactions. Dans le sud Soudan on estime à deux millions le nombre de victimes et à 4 millions le nombre de réfugiés au cours de vingt ans d'une guerre qui n'a rencontré le plus souvent qu'indifférence dans les médias.

Mais au Darfour il y a du pétrole! Les USA demandent que les rebelles qu'ils soutiennent aient un droit d'accès au pétrole, pétrole que le gouvernement soudanais a jusqu'ici refusé d'allouer à des compagnies américaines: les impérialistes se moquent en réalité des souffrances des populations noires ou blanches et ne s'intéressent qu'au sort... de l'or noir.

« Ni putes, ni soumises ... mais au service de l'Etat bourgeois »

Cet article paru dans le précédent numéro du journal a été tiré à part dans une petite brochure, avec l'extrait des «Thèses pour la propagande parmi les femmes» qui l'accompagnait. Ce petit document est disponible au prix de 0,5 euro.

# Kadhafi, nouveau maton de l'Europe

La phase de crises successives de différents types que traverse actuellement le mode de production capitaliste est telle que les rivalités aux buts évidemment économiques mais aussi géostratégiques entre impérialistes se font toujours plus nombreuses et plus violentes. Cela a pour principal effet d'engendrer une précarité qui s'accroît à tous les niveaux pour la classe laborieuse dans le monde, notamment au niveau de ses conditions de vie, voire de survie, pour une partie d'entre elle, et qui peut se traduire par un exode massif en son sein pour fuir la paupérisation qui en découle et dont elle est victime.

Evidemment, plus un pays est pauvre et plus ses esclaves sont nombreux à tenter l'exode vers de potentiels «eldorados», c'est-à-dire principalement vers les pays occidentaux, ces pays riches parce qu'ils s'engraissent grâce au pillage des autres pays et même de continents entiers comme l'Afrique. Mais il y a un problème et pas des moindres; en effet, ces pays riches ne sont pas prêts à accueillir toute cette misère humaine ou du moins pas à un tel niveau. C'est pourquoi ils verrouillent toujours plus leurs frontières en mettant en place des dispositifs (technologiques, humains, logistiques et législatifs) toujours plus répressifs pour empêcher ces vagues déferlantes de migration dont le phénomène, aussi vieux que le capitalisme, ne peut aller qu'en s'amplifiant, d'entrer dans les forteresses continentales qu'ils construisent comme l'Union Européenne devenue un véritable bunker avec néanmoins quelques failles dues à la situation géographique d'une part et, d'autre part, au manque de cohésion entre les Etats qui la composent.

Ainsi, par exemple, on a vu en Grèce l'organisation des Jeux Olympiques servir aussi à faire le ménage chez les immigrés clandestins après s'en être servi auparavant pour les chantiers en rapport avec l'Olympiade. En France, les lois répressives se multiplient (encore deux nouveaux décrets modifiant les conditions du droit d'asile sont parus au Journal Officiel du 18 août) à un tel point qu'on a vu récemment la comparution devant les tribunaux de deux militants associatifs coupables de «délit de solidarité» avec des immigrés clandestins. L'Espagne, quant à elle, a mis en place un système de surveillance électronique à ses frontières pour les clandestins et elle négocie actuellement avec le Maroc afin qu'il en installe un identique (1). Mais l'UE a l'intention d'aller plus loin plus loin: elle veut délocaliser la gestion de l'immigration afin que le tri parmi les candidats soit fait hors de son territoire. Et c'est l'Italie qui va expérimenter ce concept européen puisqu'il s'agit à l'origine d'une idée du premier ministre britannique Tony Blair (2), reprise il y a peu par le ministre allemand de l'Intérieur qui est allé encore plus loin en suggérant la création de «camps d'hébergements» (sic!) en Afrique du Nord; les Européens ont trouvé cette idée si intéressante qu'il l'ont mis au menu de la réunion du G5 (5 pays leaders de l'UE) en octobre prochain.

Ce choix par cet Etat n'est évidemment pas dû au hasard puisque sa position géogra-

phique fait de lui la destination première (si on excepte l'Espagne avec le court mais très dangereux détroit de Gibraltar) des vagues de migrants venant du continent africain. Il possède de nombreuses îles, de la grande Sicile à la petite Lampedusa à 330 km de Malte (3), au sein de la Méditerranée. Mais aussi parce que le pays dénoncé par l'UE comme étant une des plaques tournantes de cette immigration clandestine se trouve être une de ses anciennes colonies: la Libye de Kadhafi.

En fait, l'Italie a saisi le prétexte d'un tragique naufrage (parmi tant d'autres non connus ou non répertoriés) le 8 août d'une centaine de migrants faisant 28 morts près des côtes, puis d'un débarquement de 300 clandestins 8 jours plus tard, pour passer à l'action vis-à-vis de la Libye. Quelque temps auparavant elle avait déjà expulsé 2.500 clandestins originaires d'Afrique et du sous-continent indien par charters entiers. Pour la seule année 2003 plus de 14.000 immigrants auraient débarqué clandestinement dans le pays (selon des estimations officielles). Rome a donc demandé à Tripoli d'engager des négociations pour enrayer ce flux migratoire continu et de signer un accord pour l'organisation de patrouilles communes aux 2 pays pour traquer les «passeurs» de clandestins le long des côtes de Libye faisant dire à certains qu'elle rend ainsi ses eaux territoriales à son ancienne puissance coloniale.

Les 25 et 26, Berlusconi s'est rendu en Libye pour rencontrer Kadhafi afin de discuter de cet accord et de le convaincre de maintenir sur son sol puis d'expulser vers leurs pays tous ces clandestins désireux de se rendre en Europe. En retour Kadhafi a posé ses conditions demandant notamment la reconnaissance totale de son pays au sein de la communauté internationale; il s'est plaint en outre que son Etat n'avait pas les moyens nécessaires pour faire face à la présence de 2 millions de clandestins selon les chiffres, sans doute exagérés, du ministre libyen des Affaires Etrangères pour octobre 2003.

Après s'être spectaculairement réconciliée avec les anglo-américains, la Libye fait tout pour que l'UE lui fournisse des aides financières. Elle cherche aussi à acheter du matériel militaire pour rénover son armement qui s'est dégradé à la suite de l'embargo instauré après l'attentat de Lockerbie. En attendant, l'Etat italien, s'inspirant des centres existant ou ayant existé (comme Sangatte) dans les zones de transit franco-britanniques, enverra des tentes et des préfabriqués à la Libye pour parquer les migrants. Les Etats européens voudraient étendre cette initiative aux pays du Maghreb. Il reste à savoir quelles seront les conditions du marchandage avec ces derniers et si les dirigeants de ces Etats auront autant à offrir que Kadhafi, c'est à dire du pétrole contre des clandestins.

\* \* \*

Malheureusement, tout ne marche pas toujours de la meilleure des façons car parfois un grain de sable peut enrayer la machine surtout dans un pays aussi désertique comme ce fut le cas le 27. Ce jour-là, un avion militaire libyen rapatriant 73

Erythréens, dont des femmes et des enfants, vers leur pays était détourné au-dessus du Soudan par 4 de ses passagers qui n'étaient pas armés selon le général soudanais Hussein qui a identifié le pirate-mécanicien comme étant le chef du commando; l'agence officielle libyenne JANA affirmait de son côté qu'il y avait 84 Erythréens et 145 Nigériens à son bord et que «des couteaux (avaient) été utilisés pour forcer l'équipage (...) à atterrir à Khartoum». Qui qu'il en soit les passagers mutinés demandaient alors d'atterrir au Soudan en réclamant à ses autorités l'intervention du HCR, ce que Khartoum refusera prétextant que celui-ci «n'était pas autorisé à négocier», les obligeant à n'atterrir que sur l'aéroport de la capitale.

Prisonniers de la faible autonomie de l'appareil, les pirates de l'air nouvelle formule se voyaient alors contraints d'accepter les conditions de Khartoum où à leur arrivée ils descendaient sans aucune revendication. Le Soudan, qui a dit les avoir accueillis pour «préservé des vies humaines» (propos bien déplacés quand on voit le Darfour et la situation du pays à tous les niveaux), va aussitôt les arrêter. Puis, le premier septembre, il va en condamner 15 d'entre eux à des peines allant jusqu'à 5 ans de prison pour différents délits (dont celui de «terrorisme») avec à la clé une expulsion vers leur pays. Pendant ce temps, alors que l'opposition érythréenne demandait à la Libye de cesser de renvoyer les clandestins érythréens dans leur pays où ils risquent l'emprisonnement et la torture, monnaie courante dans cette ex-colonie italienne également, JANA affirmait que le flux migratoire «met en danger (la Libye dans) ses relations avec l'Europe», et l'Etat érythréen, qui connaît une nouvelle vague d'émigration (5), accusait le Soudan (6) d'«encourager le terrorisme», expression à la mode depuis quelques temps, le terrorisme étant actuellement l'alibi de toutes les bourgeoisies pour renforcer leur répression.

Comme on le voit, la situation des classes laborieuses, dans les pays les plus touchés par les guerres de rapine des impérialistes et par le système capitaliste, est aujourd'hui arrivée à un tel point que même en train d'errer pour chercher une «terre promise» et bien que non productives durant ce temps, ses membres servent de monnaie d'échange et d'enjeux à des trafics en tout genre prouvant que, dans ce mode de production, tout n'est que marchandise. Seules la destruction du capitalisme et la défaite de la bourgeoisie, qu'elle soit impérialiste ou «nationale», permettront de mettre fin à cette situation horrible qui sème la mort quotidiennement à un niveau jamais atteint, à un niveau industriel pourrait-on dire. Mais pour en arriver là, seul un travail difficile et de longue haleine sur des bases de classe et internationaliste permettra de briser toutes les forteresses bourgeoises, d'éliminer toutes les frontières et d'unifier le prolétariat, seule classe révolutionnaire, qui ne sera plus obligée d'errer de par le monde à la recherche de travail, errances dues aux maux du mode de production et aux discriminations sociales, juridiques et politiques mises en place par les différentes bourgeoisies.

**Non au contrôle de l'immigration! A bas toutes les lois répressives de tous les pays contre l'immigration des prolétaires! Non à la création de centres destinés à parquer tous les migrants!**

**Pour la libre circulation sans conditions de tous les exploités du monde!**

**Vive l'union internationale de tous les prolétaires!**

(1) L'Etat chérifien a par ailleurs touché 40 milliard d'euro de la part de l'UE pour assurer un «meilleur contrôle» de ses frontières.

(2) Depuis que le Labour Party a repris les rênes du pays, la Grande-Bretagne n'a jamais connu une immigration aussi faible.

(3) Malte, devenue pendant un moment une destination privilégiée, a dû également

durcir ses lois sur l'immigration en raison de son entrée au sein de l'UE le premier mai dernier.

(4) Cette aide financière permettra peut-être à la Libye de se rembourser de l'indemnisation qu'elle a décidé de verser aux familles des victimes de Lockerbie, attentat dont l'origine reste floue.

(5) On compte plus de 4.000 demandeurs d'asile de ce pays en Amérique du Nord et dans l'UE, chiffre qui grossit chaque année.

(6) Des dizaines de milliers d'Erythréens se sont réfugiés au Soudan durant les années de guerre qu'a connu leur pays précédemment.

## LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI

(extrait de la liste)

**Alger:** Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / Bouquiniste, place d'Arménie / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **Laval:** Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêche / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux Librairie du Vieux Port, Quai des Belges / **Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacques Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombar / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse, 5 rue de Bordeaux / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

## CORRESPONDANCE :

**Pour la France :** Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 **Lyon**  
**Pour la Suisse :** Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 **Renens**  
**Pour l'Italie :** Il Comunista, C. P. 10835, 20110 **Milano**

## Points de contact:

**Aix-en-Provence:** réunion de lecteurs. Samedi 13 novembre. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle  
**Paris:** Pour avoir la date et le lieu de la prochaine réunion publique, écrire au journal.  
**Toulouse:** Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 8 € / 15 FS / £ 5 / Amérique latine: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 8. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 50 € / 100 FS / £ 30 / Amérique latine: US \$ 20 / USA et Cdn: US \$ 50. **«il comunista»**, le numéro: 1 € / 5 FS / £ 1. **Abonnement:** 6,5 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 13 € / 50 FS / £ 12. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

## - VIE DU PARTI -

( Suite de la page 7 )

mondial n'a pas encore réussi à surmonter la contre-révolution qui l'a jeté pieds et poings liés dans les filets bourgeois. C'est une réalité facile à constater: il suffit de voir que le prolétariat n'a pas eu encore la force de reconstituer ses organisations de classe et que la défense des positions communistes n'est que le fait d'une infime minorité à contre-courant. On ne peut refuser de prendre en compte cette réalité qu'en postulant une «prise de conscience» souterraine du prolétariat, combattue par des offensives idéologiques bourgeoises, bref en se détournant de l'analyse matérialiste des faits pour se réfugier dans les brouillards de l'idéalisme

me où tout devient possible.

La conclusion du forum a été que la perspective de l'unité européenne est destinée à ne pas se réaliser. Ce qui attend les prolétaires de cette région particulièrement troublée et déchirée de contradictions de la planète, région qui a connu les pires massacres de l'histoire de l'humanité, région qui se dit la plus civilisée du monde et qui a vu la pire barbarie capitaliste, c'est le développement des contradictions interimpérialistes, mais aussi le retour des affrontements sociaux et de la lutte des classes ouverte.

Alors cette petite région du globe pourra redevenir la région des révolutions et voir leur extension à une échelle extra-européenne, étant donné que son prolétariat a, dès aujourd'hui, un caractère international très marqué - et pas seulement européen.